



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-222

29/03/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 26

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ANSES; ASP; FAM; ODEADOM; IFCE; ONF; INAO; DGOM) 26 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Oérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de chargé.e de mission qualité comptable

Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de contrôleur.euse de gestion

Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de chargé.e d'opérations immobilières

Date limite de candidature : 14/04/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de chef.fe de service

Date limite de candidature : 26/04/2023

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de chargé.e de mission contrôle interne

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de directeur.rice régionale

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de gestionnaire

Date limite de candidature : 28/04/2023

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de ingénieur.e territorial.e

Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de technicien.ne territorial.e

Date limite de candidature : 28/04/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de projet gestion des aides.

Date limite de candidature : 20/04/2023

- 1 poste de adjoint.e chef.fe d'unité « contrôles »

Date limite de candidature : 30/04/2023

- 1 poste de gestionnaire laits et fruits.
Date limite de candidature : 20/04/2023

- 1 poste de chef.fe unité aides-promo
Date limite de candidature : 20/04/2023

- 1 poste de secrétaire général.e adjoint.e
Date limite de candidature : 21/04/2023

- 1 poste de responsable plateforme Java
Date limite de candidature : 20/04/2023

- 1 poste de coordonnateur.rice adjoint.e contrôle
Date limite de candidature : 24/04/2023

- 1 poste de chargé.e de mission OFPM
Date limite de candidature : 28/04/2023

Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer :

- 1 poste de responsable des systèmes d'information
Date limite de candidature : 20/04/2023

Institut français du cheval et de l'équitation :

- 1 poste de responsable des systèmes d'information
Date limite de candidature : 22/04/2023

1 poste d'ingénieur "énergie cheval"
Date limite pour candidater : 21/04/2023

Direction générale des outre-mer:

- 1 poste de chargé.e de mission affaires maritimes
Date limite de candidature : 20/04/2023

Office national des forêts :

- 1 poste de directeur.rice régional.e
Date limite de candidature : 26/04/2023

- 1 poste de directeur.rice régional.e
Date limite de candidature : 26/04/2023

Le sous-directeur de la gestion
:des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet SI « Gestion des aides »

Secrétariat Général / Service Systèmes d'Information / Unité Système d'information pour la gestion des aides

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 20431 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat |
| Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication | |
| Vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |
| Conditions de recrutement : | |
| <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application de l'article 4 de la loi n°84-16)</p> | |
| Présentation de l'environnement professionnel : | |
| <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, • assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, • mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, • gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Au sein de l'établissement, le service des systèmes d'information est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités « études et développements » :</p> | |

- unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique ».
- unité « système d'information gestion des aides »

Chacune des unités études est structurée en domaines fonctionnels constitués de chefs de projets et d'analystes pilotés par un responsable de domaine ou directement par le chef d'unité. Pour mener à bien ses missions, les unités études font régulièrement appel à la sous-traitance, en confiant la réalisation des développements informatiques à des SSII.

Le poste de chef de projet ouvert est rattaché à l'unité « Système d'information gestion des aides », unité qui regroupe les projets et la maintenance des applications intervenant dans les processus de paiement d'aides nationales et communautaires et d'intervention des filières agricoles, organisés au sein de 4 domaines :

- le domaine relatif au programme d'appui à la filière viti-vinicole ;
- Le domaine relatif au programme d'appui à la filière fruits et légumes ;
- le domaine relatif aux aides nationales et aides de crise ;
- Un domaine transverse regroupant les modules financiers.

914 M€ d'aides ont ainsi été versés aux filières dans l'agriculture et de la pêche en 2021 au titre de dispositifs d'aides européens et nationaux.

Le parc applicatif est constitué d'applications historiques sur des technologies type client lourd et de nouvelles applications systématiquement sous architecture web/java depuis 2012. Les technologies majoritairement présentes sont : Java, .net, Powerbuilder, Talend, BO (infocentre) et SGBD Oracle ou Sybase. Les nouveaux projets disposent depuis 2018 d'une plateforme de développement unifiée autour d'un framework Java/Angular commun.

Le parc applicatif regroupe environ 60 applications informatiques et 20 infocentres.

Objectifs du poste

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié,

- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- Pilote la TMA (Tierce Maintenance applicative) des applications en production sur son portefeuille.

Répond aux objectifs des maitrises d'ouvrage (MOA) en créant ou faisant évoluer les applications informatiques et les infocentres.

Missions et activités principales :

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié :

- Pilote la TMA des applications en production sur son portefeuille.
- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation. Participation à la réflexion et support au MOA pour l'expression de ses besoins notamment lors de la refonte des outils historiques vers la nouvelle plateforme JAVA.
- Assure un dialogue constant avec les maîtrises d'ouvrage afin de répondre à leur besoins.
- Organise le plan de charge des projets et l'affectation des ressources internes et externes sous sa responsabilité. Pilote les prestations des SSII en charge des développements informatiques.

- Veille au respect des engagements et des livrables projets : jalons, coût, délai, qualité. Est responsable du bon déroulement des projets.
- Participe au support technique et fonctionnel des applications de son domaine, en coordination avec les autres équipes de la DSI.

Organise et anime la communication auprès des équipes, des instances de pilotage et de sa hiérarchie.

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de projet est en relation directe avec :

- Au sein du service Systèmes d'Information : sa hiérarchie ; Les autres membres des unités Etudes pour les aspects support et projets transverses ; Les équipes de l'unité Infrastructure et Production
- Les équipes MOA : Directeurs de projet ; Chefs de projet ; Assistants à maîtrise d'ouvrage ; Utilisateurs.
- Les chefs de projets des sociétés de prestations titulaires des marchés concernés et leurs collaborateurs

L'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise des méthodes et pratique des outils de gestion de projet
- Expérience de pilotage de développement d'applications //JAVA.
- Expérience en gestion de flux comptables et financiers.
Connaissance en langage SQL

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à gérer un projet
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacité à rédiger des documents, à conduire des réunions, etc.
- Capacité relationnelle et de communication
- Autonomie et rigueur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef de service Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 26 85 - sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Eric PICHOT, chef de service adjoint Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 25 64 - eric.pichot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01 73 30 22 35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

NOUVELLE AQUITAINE

Adjoint Chef d'unité « Contrôles »

N° appel à candidature : 23518

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – Prise de fonction juin 23

**Localisation : Poitiers (86)
15 rue Arthur Ranc – 86000 Poitiers**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF. Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges. Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bergerac.

Objectifs du poste

Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service et en lien avec le chef de l'unité « Contrôles » basé à Bordeaux, le pilotage, l'encadrement et l'animation d'une équipe de contrôleurs chargés de missions techniques ou de contrôles, dans le respect des guides de procédure.

Il s'agit notamment de contrôles :

- d'aides communautaires (liés à l'OCM Fruits et Légumes, à l'OCM Vin, aux programmes sociaux, aux mesures exceptionnelles de gestion de crise toutes filières),
- d'aides nationales et de dispositifs spécifiques (vergers, investissements matériels en entreprise, apiculture, équarrissage, suivi des marchés animaux, cotations, enquêtes, prélèvements, obligations de collecteurs),
- des contrôles normatifs de produits (Bois et plants, VSIG, pesée classement marquage des carcasses, agrément et suivi des classificateurs).

Missions et activités principales :

- Encadrer et animer une équipe d'environ 30 agents titulaires itinérants et quelques CDD répartis sur quatre sites ;
- Organiser et planifier les missions dans des délais impartis et dans le respect des guides de contrôle et de procédure ;
- Assurer le suivi continu, la supervision et la validation des contrôles ;
- Assurer le suivi et la diffusion de la réglementation et des procédures en collaboration avec les agents référents et en relation avec les services du siège ;
- Assurer le suivi des tableaux de bord et le pilotage en relation avec le chef de service ;
- Assurer le lien avec l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des différentes filières agricoles ;

Equipe de l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer ;

Chefs des unités du service et des autres services de la DRAAF ;

Représentants d'autres administrations.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- FranceAgriMer, son organisation et ses missions ;
- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance des filières agricoles ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;

| | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance en comptabilité générale des entreprises ; - Connaissance approfondie des procédures de contrôle ; - Connaissance du contexte des organismes payeurs. | <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des techniques de communication écrite et orale et de management ; - Animation de réunions ; - Autonomie, adaptabilité et réactivité ; - Aptitude à l'organisation, la planification ; - Esprit d'analyse et de synthèse ; - Aptitude au dialogue et à la négociation. |
| Diplôme – Expérience professionnelle | |
| Expérience réussie sur des fonctions similaires Minimum licence en cas de candidature de contractuel | |
| Contraintes du poste : | |
| Pas de contraintes particulières | |
| Poste clé¹ : | Oui Non x |
| Poste à caractère sensible² : | Oui Non x |
| Poste à privilèges³ : | Oui Non x |
| Personnes à contacter | |
| <p>Hervé LEGER - Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine par intérim herve.leger@franceagrimer.fr Tél : 05 49 03 11 39</p> <p>Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr Tél. : 01 73 30 22 35</p> | |
| Conditions de travail | |
| <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i></p> | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/04/2023 | |
| Le dossier de candidature doit comporter : | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire instruction liquidation Lait et fruits dans les écoles

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles

N° appel à candidature : 23550

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2
Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019.

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

L'unité IME est composée de 15 agents répartis en 2 pôles :

- Lait et fruits à l'école.
- Interventions sur les marchés et suite de contrôle.

Objectifs du poste

Au sein d'une équipe de 15 personnes, le poste consiste à instruire des demandes de paiements ou des rapports de contrôle sur place (CSP) du programme UE à destination des écoles en vue de donner les suites appropriées dans le respect des procédures et des délais réglementaires. De plus, il est demandé d'apporter, en tant que de besoin, un soutien en gestion sur les autres dispositifs mis en œuvre dans l'unité.

Missions et activités principales :

- Vérifier la recevabilité et la complétude des dossiers de demande d'aide ou de rapports de CSP.
- Procéder à la saisie informatique des dossiers.
- Etablir des courriers de rejet des demandes d'aide ou de phase contradictoire pour les rapports de CSP.
- Décider des suites données à l'instruction des dossiers : liquidation des demandes de paiement (calcul du montant de l'aide) ou émission des titres de recettes pour les remboursements des sommes indues.
- Archiver et classer les dossiers.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : unité contrôle, agence comptable et service informatique.
- Demandeurs des aides (collectivités, écoles, etc.).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des procédures administratives et de la réglementation régissant les mesures gérées.
- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif.

Dans le cadre du parcours d'intégration, un accompagnement par le biais de formation ou/et de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation et acquérir le savoir spécifique au poste.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures.
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers.
- Adaptation aux différentes mesures.
- Maîtrise de la relation avec un tiers.
- Rendre compte.

.Savoir être :

- Rigueur.
- Réactivité.
- Adaptabilité.
- Bonne communication.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières.

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Sylvie LACARELLE, – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Franck LEHMANN – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.21.47 – franck.lehmann@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de l'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes

Agence comptable / Service Visa des interventions

N° appel à candidature : 23552

Catégorie : A+/A

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des affaires publiques

Poste susceptible d'être vacant

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Établissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

L'Agence comptable est un groupement comptable créé le 1^{er} mai 2020 entre les agences comptables de FranceAgriMer, l'ODEADOM, l'INAO et l'Agence Bio. Il compte une soixantaine d'agents des différents établissements.

Le service Visa des interventions regroupe les agents et les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes de FranceAgriMer, de l'ODEADOM et de l'Agence Bio. L'équipe d'une trentaine de personnes est

répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde).

Il est chargé :

- du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention ;
- de la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide;
- des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer ou à l'ODEADOM et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).

L'Agence comptable est également chef des services financiers de l'ODEADOM.

L'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est composée de 9 agents. Elle a la responsabilité, notamment, des mesures :

- Aides de l'ODEADOM,
- Promotion vitivinicole,
- Promotion des produits agricoles,
- Aide aux plus démunis,
- Fruits et légumes et au lait à l'école,
- Génétique animale et végétale.
- Elle peut être amenée à traiter des aides de crise.

Le chef d'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est assisté d'une adjointe.

Objectifs du poste

- ✓ Assurer la mise en œuvre des dispositifs de visa (dépenses, cautions, recettes) pour les mesures relevant de l'unité en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'Agence comptable et des deux établissements de cette unité.
- ✓ Dans le cadre défini par le service, organiser l'activité de l'unité : s'assurer du bon déroulement des opérations de visa, anticiper les difficultés et blocages dans le processus de dépense et recette et apporter les solutions nécessaires.
- ✓ Développer la polyvalence et l'harmonisation des pratiques entre les agents de l'unité.
- ✓ Assister le chef de service et son adjointe dans la mise en place des outils d'organisation, de pilotage de l'activité et de performance du service.
- ✓ Mettre en œuvre les évolutions attendues et les objectifs définis dans le plan pluriannuel de performance ou par le chef de service et la direction de l'Agence comptable.

Missions et activités principales :

Pilotage et organisation de l'activité de l'unité notamment des contrôles et de leur supervision pour garantir la continuité du service et sa qualité :

- Pilotage de l'activité dans l'objectif d'assurer la qualité comptable et financière des mesures gérées ;
- Réalisation des mesures de suivi de la performance : reporting activité, statistiques, production de données ;
- Elaborer, suivre et évaluer des plans de contrôle de la dépense ;
- Préparation des projets de réponse aux audits internes et externes ;
- Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;
- Supervision des différentes mesures relevant de l'unité ;

Gestion des ressources humaines de l'unité :

- Assurer la gestion des équipes afin de garantir la continuité du service et la polyvalence ;
- Gérer les absences, congés, horaires variables, télétravail des agents de l'unité ;
- Réaliser les entretiens annuels d'évaluation des agents de l'unité.

Relais du chef de service et de son adjointe:

- Représenter le chef de service lors de réunions, instances, projets etc. ;
- Etre acteur et force de proposition dans la mise en œuvre des projets et la mise en place des mesures nouvelles ;
- Participer à l'évolution des outils informatiques en collaboration avec le chargé de mission/projets SI ;
- Assurer un rôle d'alerte en cas de risque, rendre compte.

Relations fonctionnelles du poste :

Services gestionnaires (FAM, ODEADOM) ; Service Juridique et de Coordination Communautaires ; Service Systèmes d'Information ; Services de contrôle et audit internes et externes ; Autres services l'Agence comptable.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'environnement professionnel
- Connaissance de la réglementation communautaire et nationale afférente
- Connaissance des règles de la comptabilité publique
- Connaissance des outils bureautiques
- Capacité d'adaptation à des logiciels métiers

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse et qualités relationnelles
- Aptitudes managériales à fédérer une équipe autour des projets qui lui sont confiés
- Capacité à rendre compte et relayer les informations et les objectifs de la direction
- Aptitude à la conduite de projet et en partenariat

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels formation bac+3 minimum et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Les candidatures, CV et lettre de motivation, doivent être adressées à :

Rodolphe JAYET-GENDROT, Fondé de pouvoir de l'agent comptable

Tél. : 01.73.30.27.19

Courriel : rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Monsieur Jérôme MELANIE, Chef du service Visa des interventions –

Tél : 01 73 30 20 38

Courriel : jerome.melanie@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

Tél : 01.73.30.22.35

Courriel : Mobilite@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Secrétaire général adjoint

Secrétariat Général

N° appel à candidature : 23553

Catégorie : A+

Classement parcours professionnel : 3 +

Cotation RIFSEEP : G1

Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques

Poste vacant

Localisation : Siège de FranceAgriMer – Immeuble Arborial –
12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche./de la pêche et de la souveraineté alimentaire.

Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..) :

Au 31 décembre 2022, FranceAgriMer comptait près de 1000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, en DRAAF.

Objectifs du poste

Après du Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint doit mettre en œuvre et piloter les orientations et actions relatives aux fonctions d'appui aux métiers définies par la direction générale, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance de l'établissement.

Il appuie la mise en œuvre des orientations de la direction générale et veille, dans son périmètre de compétences, à apporter des solutions aux directions « métier » de l'établissement.

Il propose et mène toute action visant à maintenir et renforcer les capacités opérationnelles de l'établissement. Il doit, dans l'exercice de ses responsabilités, veiller à entretenir et favoriser le dialogue social

Missions et activités principales

En l'absence du Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint coordonne et anime les équipes en charge des fonctions suivantes de l'établissement, organisées en huit services : Affaires financières, ressources humaines, systèmes d'information, service juridique et de coordination communautaire, Arborial (logistique,...), communication, inspection générale et, appui au pilotage, contrôle interne et amélioration des processus.

Il assure le contrôle de légalité sur tout acte et convention engageant l'établissement, la préparation des documents et actes administratifs et les moyens généraux de l'établissement. Il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement et veille à son application opérationnelle. Dans ce cadre, il fait partie du Comité de direction de l'établissement.

Il organise le dialogue social et assure le lien avec les autres établissements partenaires occupants du site de l'Arborial.

Relations fonctionnelles du poste

Direction générale, directions métiers, MASA, autres établissements de la sphère agricole, CBCM, organismes de contrôle.

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Connaître :
- les métiers du secrétariat général et plus particulièrement les fonctions budgétaires et RH
 - les métiers et activités du MASA
 - le fonctionnement d'un EP

Savoir-faire / Maîtrise

- Expérience solide et réussie de management d'équipes multi-métiers,
- Aptitudes éprouvées à la conduite de projets complexes
- Sens du dialogue social
- Capacité d'écoute et de négociation
- Capacité à arbitrer

Poste clé¹ : Oui X Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non X

Poste à privilèges³ : Oui Non X

Personnes à contacter

Jean-François KUNTGEN, Secrétaire général

jean-francois.kuntgen@franceagrimer.fr

Tél : 01.73.30.20.46

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 avril 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable plateforme Java DevOps CI/CD

Secrétariat Général / Service Systèmes d'Information / Unité Infrastructures et Production

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 23554 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat |
| Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication | |
| Vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |
| <p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application de l'article 4 de la loi n°84-16)</p> | |
| <p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, • assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, • mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, • gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Au sein de l'établissement, le service des systèmes d'information est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités « études et développements ». L'unité</p> | |

Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité du système d'information.

L'unité dispose au sein de deux salles informatiques, d'un parc d'environ 400 serveurs virtualisés sous VmWare, d'une infrastructure de stockage full Flash Pure Storage, d'un dispositif de sauvegarde sous Veeam, et d'une supervision Centreon. Le SI de FranceAgriMer est sous certification de sécurité ISO/CEI 27001 depuis 2017.

L'unité assure l'exploitation d'environ 100 applications web java (serveurs d'application Glassfish/Payara et bases Solaris/Oracle),

Les développements sous langage Java, assurés par plusieurs équipes réparties dans des centres de services, utilisent un cadre technique piloté par FranceAgriMer qui comprend l'utilisation d'un référentiel d'entreprise de développement et l'utilisation exclusive d'une plateforme d'intégration centralisée mises à disposition par l'unité Production.

La plateforme Java d'intégration actuelle est composée de GitLab, Jenkins, Nexus et SonarQube. L'unité Production souhaite moderniser cette plateforme en mettant en place une nouvelle plateforme d'intégration et de déploiement **continus** (CI/CD), et vise dans un second temps la modernisation de sa plateforme de production java.

Objectifs du poste

Contribuer au bon fonctionnement des systèmes d'information au sein du pôle production de l'unité :

- En assurant la gestion de la plateforme actuelle d'intégration continue.
- En pilotant le projet de mise en place de la nouvelle plateforme CI/CD.
- En assurant le rôle de référent technique de l'unité auprès des équipes de développement Java et lors des différentes instances et comités techniques.
- En participant aux différents projets d'évolution des plateformes Java de l'unité.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les prescriptions techniques du responsable du pôle production, responsable hiérarchique direct, les missions sont :

- Assurer l'administration de la plateforme actuelle d'intégration continue.
- Piloter le projet de mise en place de la nouvelle plateforme d'intégration CI/CD.
- Assurer l'administration de systèmes d'exploitation Linux sous-jacents ;
- Apporter une expertise technique et réaliser de la veille sur le périmètre concerné;
- Assurer le rôle de référent technique DevOps de l'unité auprès des équipes de développement Java et lors des différentes instances et comités techniques.
- Veiller au maintien de la conformité des procédures ISO/CEI 27001 sous sa responsabilité;
- Participer aux différents projets d'évolution des plateformes Java de l'unité.
- Renforcer les équipes sur les points précités.

Relations fonctionnelles du poste :

Le responsable de plateforme Java DevOps CI/CD est en relation directe avec :

Le chef de l'unité, le responsable du pôle production, les membres de l'équipe du domaine production, l'architecte technique, les membres de l'Unité Infrastructure et Production, les chefs de projets « études » et les référents technique des équipes de développement, l'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Savoir-faire / Maîtrise

| | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance approfondie des écosystèmes CI/CD DevOps • Connaissance des systèmes Linux • Capacité d'analyse, rigueur, esprit d'équipe • Etre force de proposition • Connaissances serveurs d'application Java | <ul style="list-style-type: none"> • Administration de chaines DevOps (GitLab/Jenkins/Nexus/JAS) • Conception de plateformes DevOps • Administration Linux |
| Diplôme – Expérience professionnelle | |
| bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste | |
| Contraintes du poste : | |
| Pas de contraintes particulières | |
| Poste clé¹ : | Oui Non <input type="checkbox"/> |
| Poste à caractère sensible² : | Oui Non <input type="checkbox"/> |
| Poste à privilèges³ : | Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Personnes à contacter | |
| Sébastien DUTEIS, chef de service Systèmes d'information Tél. : 01 73 30 26 85 - sebastien.duteis@franceagrimer.fr | |
| Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production Tél. : 01 73 30 23 14 - b-f.collin@franceagrimer.fr | |
| Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Tél. : 01 73 30 22 35 - mobilite@franceagrimer.fr | |
| Conditions de travail | |
| FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. | |
| L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils. | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/04/2023 | |
| Le dossier de candidature doit comporter : | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTIONS RÉGIONALES DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

GRAND-EST / BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Adjoint au coordonnateur des contrôles sur place des services territoriaux de Grand-Est / Bourgogne-Franche-Comté

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire / Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHÂLONS EN CHAMPAGNE

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 23555 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : Niveau 2 | Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 |
| Filière d'emploi : 3 - Contrôle | |
| Poste vacant | Localisation : Châlons en Champagne ou Strasbourg |

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel

Dans le cadre de la gestion des dispositifs publics de soutien nationaux et / ou communautaires européens et des activités de normalisation, des contrôles sur place sont réalisés tout au long de l'année par les Services Territoriaux de FranceAgriMer, placés au sein des Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF).

En Grand-Est, le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :

- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et à Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgriMer et du Ministère de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :

- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Pour permettre la pleine réalisation des contrôles confiés à FranceAgriMer, il a été décidé de renforcer la coordination entre les équipes de contrôleurs. Cette coordination renforcée se traduit par la mise en œuvre d'un plan de contrôles interrégionaux Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté.

Pour la parfaite réalisation des plans de contrôle à mener pour cette zone, un coordonnateur des contrôles sur place est désigné, il est en fonction en Bourgogne-Franche-Comté.

Il est appuyé par un coordonnateur adjoint qui est basé au sein de l'unité « contrôle » à Châlons en Champagne ou à Strasbourg selon le profil.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du chef de pôle FranceAgriMer en Grand-Est, l'adjoint au coordonnateur assiste le coordonnateur des contrôles dans la planification, le suivi et la supervision des contrôles qui lui sont confiés.

Pour cela, il travaille en étroite collaboration avec le coordonnateur des contrôles et s'appuie sur les équipes de contrôleurs en Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté.

Sous l'autorité du chef de pôle FranceAgriMer territorial et du coordonnateur des contrôles, il a également, en charge l'encadrement des contrôleurs de sa région.

Au regard de l'organisation mise en place pour la pleine réalisation des contrôles et en concertation avec le coordonnateur, il propose les formations pour les contrôleurs qu'il coordonne en lien notamment avec les préconisations du siège de l'établissement. Il en réfère systématiquement au chef de pôle FranceAgriMer dont les contrôleurs concernés dépendent.

Sans préjudice des missions exercées au titre de son rôle d'adjoint au coordonnateur, il peut être amené à exercer d'autres missions au sein de son service.

Missions et activités principales

En lien avec le coordinateur et le chef de pôle FranceAgriMer en Grand-Est :

- Animer le réseau des contrôleurs des 2 régions via notamment des réunions et la diffusion de tous les supports utiles dont les méthodologies de contrôle ;
- Contribuer au développement des compétences des agents, organiser le tutorat des nouveaux arrivants (titulaire ou contractuels) et veiller à l'harmonisation des pratiques ;

- Planifier les contrôles en fonction des échéances, des compétences des agents et des rotations des contrôleurs et arbitrer, en tant que de besoin, les priorités entre les différents contrôles ;
- Solliciter ou étudier les demandes d'entraides et les organiser en lien avec son responsable hiérarchique ;
- Assurer le suivi des activités via des tableaux de bords régionaux et interrégionaux et assurer le reporting ;
- Assurer des contrôles et inspections, seul ou en binôme ;
- Organiser et assurer la supervision des contrôles sur place ;
- Participer aux réunions nationales et aux groupes de travail le cas échéant ;
- Participer aux missions d'audit internes ou externes (fournitures de données, accompagnement sur place, élaboration des réponses aux auditeurs) ;
- Assurer le suivi des équipements de protection individuels, pour les contrôleurs de sa région, en lien avec le Secrétariat général.

Relations fonctionnelles du poste

- Au sein de FranceAgriMer : Service contrôles et normalisation, Services de FranceAgriMer et des DRAAF, chefs de services territoriaux.
- Entreprises concernées par les dispositifs à contrôler.

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Principes généraux du droit
- Réglementation applicable au secteur contrôlé (nationale et communautaire)
- Méthodologie du contrôle et d'analyse des risques
- Techniques des matières spécifiques contrôlées
- Maîtrise des concepts d'analyse financière
- Techniques de management et de communication

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie
- Capacité à rendre compte
- Capacité à animer et coordonner
- Esprit d'initiative
- Rigueur et adaptabilité
- Analyse de documents de nature technique et juridique
- Sens de l'organisation
- Travailler en équipe et en réseau

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé mais bac +2 souhaité pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Déplacements ponctuels liés aux contrôles sur place et aux réunions de coordination sur la région Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est et au siège de FranceAgriMer

| | | |
|---|-----|-------|
| Poste clé¹ : | Oui | Non x |
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non x |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non x |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

- Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire
03.26.66.20.11 - fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr
- Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer
03.26.66.20.43 - vincent.gueutier@franceagrimer.fr
- Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

*L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.*

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 24 avril 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, le grade et l'échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission auprès du secrétaire général de l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges

Direction marchés Etudes et Prospective/Mission Observatoire de la Formation des Prix et des Marges

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : 23556 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat) |
| Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques | |
| Poste vacant début septembre 2023 Arrivée souhaitée début juillet 2023 | Localisation : Montreuil (93), proche métro ligne 1 Saint-Mandé et RER A Vincennes 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

L'OFPM est un dispositif de production d'informations économiques et d'échanges entre pouvoirs publics et professionnels. Il livre une information objective à destination des professionnels, des consommateurs et des pouvoirs publics sur les composantes de la valeur des produits alimentaires et leur répartition dans les circuits de production-transformation-distribution. Un comité de pilotage oriente ses travaux et en discute et valide ses résultats. Lesquels font l'objet d'un rapport annuel au parlement. Le dispositif et son comité de pilotage sont dotés d'un président, nommé conjointement par les ministres en charge de l'agriculture et de la consommation. Le secrétariat général, hébergé par FranceAgriMer, est chargé de la coordination du dispositif et de la direction technique des travaux. Il rapporte les résultats au comité de pilotage. Les travaux s'appuient sur des données élaborées par l'INSEE, le SSP, la Banque de France FranceAgriMer, les ITA, des fédérations professionnelles et des établissements bancaires ou comptables ou au service de leurs membres. Ils sont présentés et discutés au sein de groupes de travail thématiques.

Objectifs du poste

- Seconder le secrétaire général de l'OFPM.
- Assurer la fonction de chef de projet sur la partie décomposition des prix et des marges brutes aux différents stades des filières, notamment en coordonnant les travaux des différents chargés de filière et s'assurant du maintien des outils et compétences.
- Participer aux principales autres actions de l'OFPM que sont la rédaction du rapport annuel, la mise à jour du site internet, l'organisation des entretiens de l'Observatoire et la publication de lettres de l'Observatoire.

Missions et activités principales :

- 1 Animer le travail des chargés d'études filières de la direction MEP.
 - Encadrer les travaux de suivi des prix aux différents stades et d'analyse de leurs relations et de leur transmission.
 - Concevoir des modèles de décomposition du prix répondant aux spécificités des filières, et les documenter
 - Contribuer aux travaux de suivi des flux matières dans les différentes filières
- 2 Animer des groupes de travail composés essentiellement de représentants professionnels pour la réalisation du rapport annuel au Parlement.
- 3 Participer à la mission de rapporteur devant le Comité de Pilotage.
- 4 Participer à la rédaction et à la valorisation du rapport annuel, à la mise à jour du site internet et à la publication de lettres de l'Observatoire.
 - Coordonner la rédaction du rapport annuel concernant la partie décomposition du prix.
- 5 Participer aux évolutions des travaux de l'Observatoire dans le cadre de ses missions actuelles ou à venir
 - Réaliser ou participer à la réalisation d'études commandées par FranceAgriMer, permettant d'alimenter les travaux de l'Observatoire.
 - Concevoir des indicateurs de prix répondant aux spécificités des filières
- 6 Piloter l'organisation des entretiens de l'Observatoire lors du Salon de l'Agriculture.

Relations fonctionnelles du poste :

Directions des ministères de tutelle (DGCCRF, DGPE), organisations professionnelles de l'agroalimentaire, instituts techniques agricoles, services de statistiques, divers experts, ensemble des autres équipes de FranceAgriMer (MEP, communication, Mission Filières, ...).

Compétences requises pour le poste :

| | |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaissances solides en économie des filières agroalimentaires. • Connaissance pratique des méthodes statistiques. • Bonne connaissance des fonctions élaborées des tableurs usuels • Pratique de logiciels de bases de données relationnelles. | <p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intérêt pour l'exploitation de sources statistiques et économiques. • Très bonne capacité à rédiger et à élaborer des livrables de qualité. • Goût pour les questions méthodologiques. • Chef de projet. |
| <p>Diplôme – Expérience professionnelle</p> <p>Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuelle ()</p> | |
| <p>Contraintes du poste :</p> <p>Le travail annuel est rythmé par le calendrier des 4 comités de pilotage et des groupes de travail par filières, pour une remise du rapport en fin de printemps.</p> | |
| Poste clé¹ : | Oui Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Poste à caractère sensible² : | Oui Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Poste à privilèges³ : | Oui Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>Personnes à contacter</p> <p>Pierre CLAQUIN, directeur Marchés, Etudes, Prospective pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 78 Frédéric DOUEL, secrétaire général de l'OFPM frederic.douel@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 30 60 Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p> | |
| <p>Conditions de travail</p> <p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p> | |
| <p>DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28/04/2023</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

L'Anses recrute

un/une Chargé(e) **d'opérations** immobilières (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions au quotidien

En tant que chargé d'opérations immobilières au sein du service gestion du patrimoine (SGPa) de la direction technique et informatique (DTI), vous assurez la conduite d'opérations immobilières de l'agence.

Votre mission comprend la réalisation des actions suivantes :

- Analyse les besoins exprimés par les utilisateurs/porteurs de projets pour les opérations de réhabilitation, de construction, de mise en conformité ;
- Réalise et/ou pilote les études d'opportunité et de faisabilité technique et financière ;
- Pilote les études de programmation fonctionnelle et technique, s'assure du calendrier et du budget de l'opération,
- Participe à la rédaction et aux procédures de passation des marchés des
- Prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité protection de la santé, ordonnancement pilotage coordination, etc.), assure le suivi d'exécution de ces marchés ;
- Assure le suivi des procédures d'obtention des autorisations administratives (urbanisme, environnement, sécurité, etc.) ;
- Analyse et contribue à l'approbation des différentes phases d'études de la maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO et DCE) ;
- Participe à l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises travaux ;
- Assure le suivi technique administratif et financier des travaux (coordination de l'ensemble des intervenants, participation aux réunions de chantier, suivi technique des travaux, suivi des situations des entreprises, des modifications et des décomptes des autres prestataires) ;
- Assiste aux opérations de réception, de mise en service et de garanties, ainsi que le suivi des réclamations, des désordres jusqu'à la fin de la GPA ;
- Décline les enjeux de développement durable dans les opérations immobilières.

Le/la chargé(e) d'opérations pourra être amené(e) à apporter une expertise dans les domaines suivants :

- L'exploitation/maintenance en déclinant les actions pluriannuelles ;
- La veille technique et réglementaire suivant son domaine d'expertise.

- [Votre profil](#)

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Vous êtes titulaire d'un master bâtiment ou formation technique niveau ingénieur ou architecte.

Une expérience de 5 ans minimum est souhaitée dans ce type d'activité, idéalement dans le secteur de la recherche et de l'activité en laboratoires.

Compétences et savoir-faire :

- Très bonne connaissance de la conduite de projets ;
- Connaissance générale de la réglementation en matière de construction (code de la construction, code de l'urbanisme) ;
- Connaissance générale du code de la commande publique, compris ex loi MOP ;
- Connaissance générale de la réglementation budgétaire et financière applicable aux opérations traitées ;
- Expertise dans la conduite d'opérations sur les plans administratif, technique et financier ;
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures et méthodes de travail ;
- Connaître et savoir faire respecter les techniques et normes de construction pour l'ensemble des corps d'états ;
- Maîtriser la gestion de projet, savoir concerter, synthétiser et présenter ;
- Savoir gérer l'urgence et les situations inconnues ou imprévues ;
- Savoir analyser les dépenses d'une opération immobilière et anticiper les dépassements.

Savoir être :

- Savoir organiser, animer, diriger un groupe de projet, de travail, une équipe ou une réunion ;
- Savoir faire preuve de rigueur et d'un sens de l'organisation pour le suivi des projets (méthodes, fiches - bilan de chaque opération).

Votre direction et service

La DTI a pour mission d'assurer le pilotage, le développement, le maintien en conditions opérationnelles et la sécurisation :

- du patrimoine immobilier et de ses infrastructures techniques,
- du système d'information et de ses équipements informatiques et réseaux.

La DTI regroupe des activités de support et d'expertise dans les domaines immobilier et informatique et collabore avec des correspondants locaux présents sur les sites régionaux de l'Agence.

La DTI est organisée en trois services :

- Service de l'architecture et production informatique (SAPI) ;
- Service étude et développement du système d'information (SED) ;
- Service gestion du patrimoine (SGPa).

Au sein de la DTI, le SGPa a pour mission la gestion technique du patrimoine immobilier de l'Anses, composé de 110 bâtiments dont plus de la moitié sont des laboratoires, implantés sur 16 sites répartis sur le territoire national et une région d'Outre-Mer.

Il élabore et met en œuvre le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière de l'établissement.

Le service composé de 8 personnes a en charge des activités d'architecture et de construction et des activités d'exploitation et de maintenance.

Le périmètre d'activité du service concerne l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Anses, avec en gestion directe le site de Maisons-Alfort, constitué de 16 bâtiments tertiaires et de laboratoires.

L'ANSES est un établissement scientifique public, et gère un patrimoine immobilier de 110 bâtiments, d'une surface de 66 000m², et pilote des grands projets immobiliers de constructions neuves ou de réhabilitations allant de 1M€HT à 35M€HT.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

D'une politique de développement des compétences dynamique,
De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

Pour postuler :

Contact opérationnel

Halima PENEDA, Chef du SGPA (halima.peneda@anses.fr)

Adresser au plus tard le 14/04/2023, lettre de motivation + CV en indiquant la référence 2023-051 à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

un/une chargé(e) de mission qualité comptable H/F

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- **Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation** --

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

L'agence comptable effectue les opérations financières et comptables de l'établissement. Elle apporte son expertise en matière de gestion du système d'information comptable et financier, de conseil financier, de reporting interne, de contrôle interne et d'analyse financière.

Elle est structurée autour de cinq activités (dépense, recette, comptabilité, paie, administration fonctionnelle des systèmes d'information comptables).

Votre équipe

L'agence comptable pilote trois services :

- Le service « comptabilité-paie »
- Le service « recettes »
- Le service facturier
- L'administration fonctionnelle des systèmes d'information

Votre quotidien

Sous l'autorité de l'agent comptable et de son adjointe, le/la chargé(e) de mission réalisera les tâches qui lui sont fixées (cf ci-dessous). Sa mission constituera à assurer la qualité des enregistrements comptables dans le domaine des immobilisations et de leurs financements. Le second volet de la mission consistera dans la mise en œuvre des nouvelles modalités de saisie des écritures comptables dans l'applicatif, dans le cadre de la mise en place du projet INFINOE.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

A ce titre, vous serez amené à :

- Réaliser des travaux de mise en cohérence comptable, particulièrement sur les comptes de haut de bilan
- Mise à jour des données d'inventaire et suivi de l'inventaire comptable
- Contrôle de la comptabilisation des immobilisations et des subventions d'investissement servant à leur financement
- Participation à la mise en place du projet INFINOE (projet national mené par le Ministère des comptes publics et visant à construire un entrepôt de données permettant la constitution des états réglementaires) :
- Réalisation des pré-requis relatifs au nettoyage des données comptables
- Participation à la mise en place des nouveaux modes de saisies des données comptables
- Réalisation d'écritures comptables complexes

Votre profil

Formation et expérience requises : minimum Bac + 3, de préférence en lien avec le domaine comptable

Expériences similaires :

- Expérience appréciée dans un service comptabilité du secteur public
- Une expérience en agence comptable est un plus
- Expérience de logiciels comptables et outils informatiques

Compétences :

- Compétences en comptable générale
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Sens de la confidentialité
- Rigueur et fiabilité
- Capacité d'adaptation aux logiciels CEGID XRP Ultimate
- Maîtrise des outils informatiques (Excel, Word)
- Connaissance des règles de la gestion budgétaire et comptable (2012) serait un plus
- Echange avec différents interlocuteurs internes et externes

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

- Le poste est basé à Maisons-Alfort Métro 8 « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort », RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Pour postuler :

Contact opérationnel

Sandrine Bernardo
(sandrine.bernardo@anses.fr) /
Sandrine Torchy
(sandrine.torchy@anses.fr)

Adresser au plus tard le 14/04/2023
lettre de motivation + CV en
indiquant la **référence 2023-048** à
recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

un/une Contrôleur de gestion (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- **Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation** --

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Rattaché(e) à la cheffe de service, le contrôleur de gestion travaille en coordination avec les autres membres de l'équipe et les entités opérationnelles. Son périmètre d'actions le conduit à mener plus particulièrement les travaux relatifs :

- à la programmation et l'exécution budgétaire relevant des entités de son périmètre ;
- à la production d'indicateurs et autres outils de pilotage ;
- à la réflexion sur l'optimisation des outils de construction et de suivi budgétaire et à leur développement.

Votre équipe

Placée sous l'autorité de la directrice générale adjointe en charge du pôle « Affaires générales », la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) est structurée autour de quatre services :

- Un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- Un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- Un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPFE) ;
- Un service de la logistique et des missions (SLM).

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, l'équipe SBCG est composée de deux pôles :

- un pôle de 3 contrôleurs de gestion chargés du pilotage budgétaire avec une organisation par portefeuille d'entités (budget annuel global d'environ 160 M€ pour notre agence), de la comptabilité analytique et d'un appui à la DRH en matière de contrôle de gestion sociale ;
- un pôle de 4 gestionnaires chargés du suivi de l'exécution budgétaire et des contrôles en appui aux entités de l'Anses situées à Maisons Alfort (environ 3 500 commandes par an pour un budget moyen de 13 M€), les entités étant réparties entre chaque gestionnaire.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

- Vous aurez en charge le contrôle de gestion des laboratoires de **l'ANSES (soit environ 21 M€ par an de dépenses et 19 M€ de recettes)** et assurerez, à ce titre les missions suivantes :
 - Conduite de dialogues budgétaires réguliers avec les correspondants financiers au sein des laboratoires ;
 - Elaboration et consolidation des budgets du portefeuille en proposant des modèles de **projection et d'analyse** financière en dépenses et en recettes, de manière infra et pluriannuelle ;
 - Suivi de **l'exécution** budgétaire et analyse stratégique des écarts avec la prévision ;
 - Identification des leviers de performance budgétaire sur les entités de son périmètre ;
 - En collaboration avec les autres contrôleurs de gestion, saisie dans le SI financier des mouvements budgétaires **nécessaires en cours d'année** et coordination des travaux de fin de gestion ;
 - Élaboration des outils de gestion et de restitution (tableaux de bord) pour les entités ;
 - Pilotage de la mise à jour annuelle du catalogue des tarifs des laboratoires, en coordination avec la Direction de la stratégie et des programmes ;
 - Appui et expertise technique auprès des correspondants de la DAF dans les entités métier et garant du respect des procédures.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

D'une politique de développement des compétences dynamique,
De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

- Vous participerez par ailleurs aux missions transversales du service et de la direction :
 - **Synthèse mensuelle de l'exécution à destination de la directrice de l'administration et des finances** ;
 - Production des documents de présentation des budgets et compte financier à destination des **tutelles ministérielles, du contrôleur budgétaire et du conseil d'administration** ;
 - **Définition et mise en œuvre d'un dispositif de** contrôle de gestion interne (fiabilisation des données - contrôles qualitatifs – travaux de clôture) afin de sécuriser la gestion ;
 - Participation à **la réflexion sur l'optimisation des outils de pilotage du budget** en vue de fiabiliser les prévisions.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Minimum BAC +3 – BAC +5 souhaité en gestion administrative et financière.
Une expérience souhaitée **d'au moins 3 ans** dans un poste similaire

Compétences

- Maîtrise des règles de la gestion budgétaire et comptable publique – GBCP (réglementation, procédures et processus, chaîne des recettes et des dépenses) ;
- Maîtrise **des principes de l'analyse budgétaire et financière** ;
- Excellente maîtrise des outils de bureautique (Excel notamment) ;

- Appétence pour les **systèmes d'information** ; la connaissance de l'outil CEGID XRP ULTIMATE serait un plus ;
- Bonne capacités rédactionnelles ;
- Rigueur ;
- Esprit de synthèse et capacité d'analyse et de reporting ;
- Efficacité, réactivité, autonomie ;
- Respect de la confidentialité ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- **Capacité d'organisation et de hiérarchisation des priorités.**

Pour postuler :

Contact opérationnel

Gwenola CHILOUX, Cheffe du service budget et contrôle de gestion (gwenola.chiloux@anses.fr)

Adresser au plus tard **14/04/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-050** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité **pour s'engager au service de la santé** publique.
Rejoignez-nous !

**Chargé mission
contrôles
interne – externes**
(H/F)
L14193



Localisation : Limoges - Siège



Statut : Fonctionnaire (Catégorie A)



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Baccalauréat
+ 4 à 5 ans

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous assurerez au niveau de la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) :

- L'animation du contrôle interne de la Direction
- Le suivi des audits et contrôles externes

→ La prise en charge de sujets métiers transverses à la Direction

Vous participerez :

- Aux travaux de mise en œuvre du RDR4



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place opérationnelle de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure cette mission dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

La DDRP construit les outils nécessaires à l'instrumentation et la gestion d'aides nationales et européennes FEADER HSIGC.

Elle assure également sur le périmètre de la politique agricole commune (PAC), la mise à disposition de référentiels communs à tous les Organismes Payeurs Français.



MISSIONS

Animation du contrôle interne de la Direction :

- Suivi et amélioration continue du dispositif de contrôle interne de la Direction
- Suivi du contrôle interne des DR sur des activités réalisées pour le compte de la DDRP
- Participation aux comités de contrôle interne et au réseau ASP des référents contrôle interne

Suivi des audits et contrôles externes :

- Suivi des travaux de la CCCOP et audits européens en lien avec la Directrice adjointe, les services de la DDRP et le Service de la certification européenne et action internationale
- Suivi des audits nationaux en lien avec la Direction et l'inspection générale
- Expertise de dossiers, préparation et centralisation des réponses
- Suivi des recommandations de l'audit interne

Prise en charge de sujets transverses à la direction:

- Pilotage de certains sujets transverses à la Direction dans le cadre des programmations PAC FEADER HSIGC (ex : instruments financiers)

Participation aux travaux de mise en œuvre du RDR4

- Veille réglementaire
- Participation aux travaux de mise en œuvre du RDR4
- Co-pilotage des travaux relatifs au système de délégation
- Mise en place et animation de formations, réunions ou groupes de travail



CHAMP RELATIONNEL

- Vous serez au contact en interne avec toutes les unités de la Direction « métiers » et lignes produits ainsi que d'autres directions du Siège (Agence comptable, audit interne, inspection générale, service de la certification européenne et action internationale, mission de coordination des fonds agricoles) et les directions régionales de l'ASP.
- Vous échangerez en externe avec les services des ministères de l'agriculture (MASA) et de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT), les corps de contrôle français et européens et les autorités de gestion régionales

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des principes, processus et outils du contrôle interne
- Connaissances approfondies de la réglementation PAC et FEADER
- Connaissance du fonctionnement des corps de contrôle externes
- Connaissance du rôle et du fonctionnement d'un organisme payeur



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'écoute et d'animation
- Capacité à représenter
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité
- Capacité relationnelle



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

Valérie ISABELLE directrice de la DDRP - valerie.isabelle@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 57

Marie DARLET directrice adjointe de la DDRP - marie.darlet@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 04



Localisation :



Statut :



Cotation RIFSEEP :
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études :

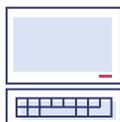
DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS



**ENVIRONNEMENT
PROFESSIONNEL**



MISSIONS



CHAMP
RELATIONNEL

PROFIL RECHERCHÉ



SAV
IRS



SAVOIR-FAIRE



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr



Localisation :



Statut :



Niveau d'études :

DESCRIPTION DU POSTE



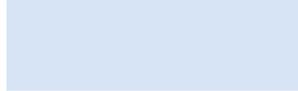
OBJECTIFS



**ENVIRONNEMENT
PROFESSIONNEL**



MISSIONS



PRÉSENTATION DE L'AGENCE



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL



MISSIONS



SAVOIRS



SAVOIR-FAIRE



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Chef de Service (H/F) L15054



Localisation : Limoges



Statut : Titulaire (Cat A)



Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac +5

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Votre mission est d'assurer la relation contractuelle avec les décideurs publics qui confient à l'ASP la mise en œuvre de leurs politiques publiques dans des domaines diversifiés (emploi, énergie, transition écologique, numérique en santé, insertion, économie ...).

Vous déclinez et mettez en œuvre les orientations stratégiques de la direction en terme d'activité de l'Agence.

Responsable de l'offre de service de l'Agence dans le domaine Emploi, Environnement et Politiques sociales, vous coordonnez les contributions des services impliqués, suivez le respect des engagements auprès des décideurs publics en veillant à l'équilibre financier des contrats et aux bonnes relations avec ceux-ci.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS). Une centaine de collaborateurs y garantit la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales, pour 25 Md€ d'aides versées en 2022.

Vous prendrez la responsabilité du service de contractualisation et d'assistance technique (SCAT).

En charge de l'organisation et de la

planification de l'activité du service, vous managez hiérarchiquement une dizaine de collaborateurs dont sept chargés de mission responsables d'un portefeuille de contrat avec les ministères et agence, de l'expression du besoin au suivi des engagements (*contract management*). Vous serez secondé par un adjoint et travaillez au quotidien avec la Direction et les décideurs publics

MANAGER & PILOTER L'ACTIVITE DU SERVICE

→ Conduire et porter les projets de service et les projets transversaux de la Direction ou de l'Agence

→ Organiser et animer l'équipe pour garantir l'atteinte des objectifs de délais et de qualité vis-à-vis des décideurs publics, en donnant du sens sur les politiques à servir

→ Adopter et promouvoir un mode de fonctionnement participatif, collaboratif et transparent avec les équipes

→ Calibrer la charge et définir la trajectoire des moyens nécessaires au vu de l'activité pour motiver les besoins en ressources et compétences

→ Superviser le processus de recrutement et la formation des nouveaux arrivants, fixer le cadre commun des entretiens professionnels et les conduire selon le périmètre de responsabilité et accompagner les parcours

professionnels

ASSURER UN RELATIONNEL DE QUALITE

→ Garantir une négociation équilibrée par un relationnel basé sur l'écoute et la qualité de service auprès du décideur public, tout en portant la position de l'Agence dans son rôle de gestionnaire administratif et financier de fonds publics nationaux et européens

→ Garantir, par une capacité à intégrer les différentes composantes d'un contrat (juridique, technique et financier), les relations de travail avec les décideurs publics, avec les services de la Direction et avec les Directions supports intervenant sur les volets financiers et de contrôle de gestion du contrat.

→ Représenter sa direction et l'établissement auprès de parties prenantes sensibles : Cabinets ministériels, Directions centrales des ministères, Directeurs d'Agences, ...



MISSIONS

PILOTAGE ET SUPERVISION DE L'ACTIVITE

- S'assurer d'une mise en œuvre harmonisée de l'offre de service de la DIREEPS et des cadres contractuels, en étant à l'appui de ses équipes sur des phases de négociation nécessitant arbitrage
- Développer le reporting d'activité sur le champ des contrats en lien avec les Directions du Secrétariat général et les services de la DIREEPS : caractérisation et suivi en temps réel des sollicitations et des contrats, respect des engagements, équilibre financier.
- Traduire l'activité contractuelle dans les actes budgétaires de l'Agence (Conseil d'administration)
- Développer, notamment par des indicateurs et des instances adaptés, une approche partagée du contrat avec l'ensemble des parties prenantes internes (directions régionales, services DIREEPS, directions du siège), de son élaboration à sa clôture, pour donner du sens à l'action et garantir l'équilibre du contrat
- Faire évoluer l'offre de service en continu par une veille d'anticipation de l'activité et en fonction des chantiers stratégiques et transversaux de l'agence : pilotage de l'activité, parcours usagers, sécurisation du rôle d'ordonnateur, contrôles et lutte contre la fraude, dématérialisation...



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :

- Les ministères (DGEFP, DGEC, DGE, DGCS, MENJ...) : bureau métier et bureau financier,
- Les opérateurs et agences de l'Etat (OFII, Agence du Service Civique, Agence du numérique en Santé, France Compétences..),
- Les responsables des directions du siège (directeur, chef de service, chef de projet)
- Les directions régionales de l'ASP sur les contrats nationaux et locaux
- Les différents services de la DIREEPS

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Appréhension des enjeux d'une politique publique, sens politique
- Connaissance en gestion d'aides publiques
- Connaissance et mise en œuvre du cycle de gestion d'un contrat
- Expérience managériale avérée
- Capacité d'appréhender des sujets juridiques, techniques et financiers
- Aptitude avérée à la négociation
- Pratique des principes de pilotage de projet (charge, planning, coûts, ...)
- Aptitude à communiquer, informer, alerter
- Aptitudes rédactionnelles



SAVOIR-FAIRE

- Sens élevé du relationnel
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de mobilisation des équipes (Leadership transversal)
- Aptitude à la prise de décision
- Capacité d'écoute active (collaborateurs, ministères et partenaires, usagers...)
- Réactivité et capacité d'anticipation
- Curiosité et goût de l'innovation (*force de proposition*)



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Stéphanie ROUVERON

Sophie CHAIZE-PINGAUD

Sandrine REYNE

Tél : 05 55 12 00 53
stephanie.rouveron@asp-public.fr

Tél : 05 55 12 04 47
sophie.chaize-pingaud@asp-public.fr

Tél : 05 55 12 01 45
Sandrine.reyne@asp-public.fr

Directrice
DRH

Directrice
DIREEPS

Directrice adjointe
DIREEPS

**Contrôleur
(H/F)**

Poste : R27044



Localisation : Direction régionale
Normandie – Site de Caen



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Sans objet



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Le (ou la) titulaire du poste :

- assurera comme contrôleur polyvalent, la réalisation de contrôles sur l'ensemble des dispositifs et périmètre géographique du service dans le respect des procédures et réglementations européennes et

nationales. L'agent recruté est susceptible de participer aux travaux de supervision et de reperformance selon son niveau d'expérience.



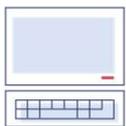
ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie composée de 2 sites, Caen et Rouen et d'environ 80 agents

titulaires et contractuels.

Le poste basé à Caen est placé sous la responsabilité du chef de service des contrôles Normandie.



MISSIONS

- Réaliser les contrôles terrain du 1^{er} et 2nd pilier de la politique agricole commune (PAC) auprès des bénéficiaires d'aides
- Réaliser l'expertise images et profils dans le cadre du système de suivi des surfaces en temps réel
- Participer à la supervision et au traçage des contrôles

- Participer en tant que de besoin à d'autres activités du service
- Déplacements sur l'ensemble de la région
- Permis B indispensable



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : chef de service et chefs de secteur, les agents de la direction régionale, les directions du siège et en particulier la DSDA.
- En externe : les services déconcentrés de l'Etat, les organisations professionnelles, les exploitants agricoles, les corps d'audit.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des réglementations et de l'environnement agricole
- Savoir se positionner et communiquer dans une situation de contrôle
- Bonnes connaissances des pratiques agricoles et systèmes de production
- Maîtrise des outils bureautiques
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques liés au secteur



SAVOIR-FAIRE

- Réactivité
- Capacité à rendre compte
- Qualités rédactionnelles
- Disponibilité
- Capacité d'organisation et d'adaptation
- Autonomie
- Force de propositions



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

M. Jean-Philippe LE PALLEC, chef de service des contrôles - Tél : 02 32 18 55 64 jean-philippe.lepallec@asp-public.fr

Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction - Tél 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT- DRH/SEEC, Conseillère recrutement, mobilité et formation -
Tél 05 55 12 00 56 mobilite@asp-public.fr

**Contrôleur
(H/F)**

Poste : R28018



Localisation : Direction régionale
Normandie – Site de Rouen



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Sans objet



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous assurerez, comme contrôleur polyvalent, la réalisation de contrôles sur l'ensemble des dispositifs et périmètre géographique du service dans le respect des procédures et réglementations européennes et nationales.

Vous serez susceptible de participer aux travaux de supervision et de reperformance.



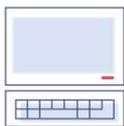
ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie composée de 2 sites, Caen et Rouen et d'environ 80 agents

titulaires et contractuels.

Le poste basé à Rouen est placé sous la responsabilité du chef de service des contrôles Normandie.



MISSIONS

- Réaliser les contrôles terrain du 1^{er} et 2nd pilier de la politique agricole commune (PAC) auprès des bénéficiaires d'aides

- Réaliser l'expertise images et profils dans le cadre du système de suivi des surfaces en temps réel

- Participer à la supervision et au traçage des contrôles

- Participer en tant que de besoin à d'autres activités du service
- Déplacements sur l'ensemble de la région



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : chef de service et chefs de secteur, les agents de la direction régionale, les directions du siège et en particulier la Direction des Soutiens Directs Agricoles.
- En externe : les services déconcentrés de l'Etat, les organisations professionnelles, les exploitants agricoles, les corps d'audit.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des réglementations et de l'environnement agricole
- Bonnes connaissances des pratiques agricoles et systèmes de production
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques liés au secteur
- Savoir se positionner et communiquer dans une situation de contrôle
- Maîtrise des outils bureautiques
- Permis B indispensable



SAVOIR-FAIRE

- Réactivité
- Qualités rédactionnelles
- Capacité d'organisation et d'adaptation
- Capacité à rendre compte
- Disponibilité
- Autonomie
- Force de propositions



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

M. Jean-Philippe LE PALLEC, chef de service des contrôles - Tél : 02 32 18 55 64 jean-philippe.lepallec@asp-public.fr

Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction - Tél 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT- DRH/SEEC, Conseillère recrutement, mobilité et formation -
Tél 05 55 12 00 56 mobilite@asp-public.fr

**Directeur
Régional**

(H/F)

(Ref)



Localisation : DR Hauts-de-France
Lille- Amiens



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : Groupe 1
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A+/A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Piloter et organiser l'équipe régionale en déclinant les orientations de la Direction Générale et participer à la stratégie de l'établissement.

Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de la direction régionale : paiement et contrôles des aides de la politique agricole commune, chèque énergie, gestion et paiement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, service civique, bonus écologique...

Assurer une représentation de proximité auprès des partenaires institutionnels.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public au service de politiques publiques pour une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Hauts-de-France composée de **110 agents titulaires répartis sur 2 sites Lille et Amiens.**

La DR HDF intervient sur de nombreux dispositifs d'aides nationales mais également pour le compte de collectivités territoriales.

Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, le développement rural, les aides à l'emploi et à la formation professionnelle, les aides économiques et environnementales:

Les missions sont orientées paiements et contrôles des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement et dans une exigence de maîtrise des risques. Il s'agit également de veiller à la qualité de la relations usagers.



MISSIONS

- Direction des services
 - Définir les objectifs et les priorités de la direction.
 - Animer le collectif de direction (définition des orientations, pilotage des projets et de l'activité),
 - Gérer et manager les effectifs (trajectoire RH, recrutement, entretiens professionnels, etc) et définir les missions et les objectifs des collaborateurs de la direction.
- Animer le dialogue social local
- Assurer le pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale
- S'impliquer dans le pilotage de mesures où la DR est référente ou pilote (rémunération des stagiaires, Bonus écologique)
- Piloter les relations partenariales en particulier avec les collectivités territoriales (conseil régional)
- Piloter les ressources, budget, immobilier, logistique
- Piloter les déménagements à venir et intégrer les services dans les 2 nouvelles Cités Administratives

- Conduire et accompagner le changement.
- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- Participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau régional (relations bénéficiaires, Plan Performance Pac...).
- Etre garant du contrôle interne au sein de la direction régionale dans un objectif de maîtrise des risques y compris en matière de lutte anti fraude.
- La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, et déplacements fréquents.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales, réseau des directions régionales.
- En externe : Différents services de l'Etat (DREETs, DRAAF, DDi, préfecture...), collectivités (Conseil Régional, conseils départementaux,...) et autres organismes institutionnels (pôle emploi, organismes de formation, Missions locales).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissances solides en politiques publiques
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement des institutions au plan européen, national, régional et départemental
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance des aides publiques gérées appréciée
- Maîtrise des techniques de communication
- Techniques de management et de pilotage
- Bonne connaissance des systèmes d'informations



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à fixer des objectifs cohérents, à mobiliser et valoriser les compétences
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Pratique avérée du management
- Capacité à animer et à fédérer
- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à déléguer
- Capacité d'initiative, force de proposition
- Capacité à représenter l'établissement à gérer une relation externe
- Respect des règles de déontologie et très grande discrétion professionnelle



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Monsieur Armand Sanseau, Directeur général délégué- Tél: 05 55 12 00 11- armand.sansea@asp-public.fr
- Monsieur Vianney Bourquard, Secrétaire Général- Tél:05 55 12 00 27- vianney.bourquard@asp-public.fr
- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

Gestionnaire administratif contrôle (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Poitiers



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef du service des contrôles, le ou la titulaire du poste assure un ensemble de tâches administratives nécessaire à la réalisation des différentes campagnes de contrôle SIGC (contrôle animaux/surface/MAEC-Bio).



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire. Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles du site de Bordeaux est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que des agents CDD.

Il est chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux.

Le service bi-site Limoges/Poitiers travaille en réseau avec le site de Bordeaux lequel réalise des missions analogues. Les 2 services sont appelés à fusionner prochainement au sein d'un service unique.



MISSIONS

- Assurer la préparation des dossiers à affecter aux contrôleurs, enregistrer certaines phases de contrôle dans différents outils (ISIS, PACO /tableurs).
- Assurer la saisie des résultats dans les outils de gestion métier (Paco, Isis), procéder à la validation des dossiers à leur renvoi en DDT, et leur archivage physique ou informatique.
- Participer ponctuellement à la supervision des contrôles
- Participer aux contrôles administratifs du dispositif
- Renseigner, actualiser, suivre et faire évoluer les différents outils de pilotage, et bases de données
- Assurer la gestion du courrier et du standard téléphonique du service (réponse de premier niveau aux exploitants suite à des contrôles...)
- En lien avec le Service des Affaires Générales de la DR, assurer la gestion des fournitures de bureau et des équipements des contrôleurs



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Ensemble des agents du service, le Service des Affaires Générales , Directions métiers nationales
- En externe : les directions métiers nationales, les DDT/M et exploitants agricoles

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement de l'ASP
- Connaissance générale de la PAC
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques et de bureautique (Word, Excel...)



SAVOIR-FAIRE

- Organisation, rigueur d'analyse
- Rapidité et efficacité dans les réalisations des tâches confiées
- Sens de la qualité de service
- Sens des relations humaines
- Adaptabilité à des outils de gestion informatique spécifique



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08
- M Jean-Louis MAYONNADE , Chef du Service Contrôles Limoges/Poitiers – jean-louis.mayonnade@asp-public.fr - Tél : 07 64 45 06 35

Contrôleur (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Limoges



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité hiérarchique du chef de service, de ses adjoints et sous l'autorité fonctionnelle des chefs de secteur, le ou la titulaire du poste sera chargé(e) de réaliser des contrôles dans les délais impartis par la réglementation et permettant le paiement des aides dès le 1er jour autorisé par la réglementation. Son secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais il/elle peut être appelé(e) à intervenir dans d'autres départements. Il/elle dispose d'une large autonomie pour organiser de manière hebdomadaire son activité de contrôles, pour laquelle il/elle lui est délivré une formation théorique et de terrain. Un appui permanent, direct ou à distance est assuré par le service..

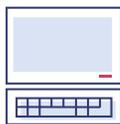


ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges

(30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux.



MISSIONS

Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune : 1er et 2e pilier de la PAC

- Contrôler les aides liées aux surfaces (3STR Systèmes de Suivi des Surfaces en Temps Réel, ICHN, MAEC/Bio, conditionnalité)
- Contrôler les aides aux animaux (bovins, ovins, caprins...)
- Contrôler les aides aux entreprises
- Préparer les dossiers avant contrôle sur le terrain (vérification

du périmètre de contrôle, etc...)

- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Accompagner en doublon un contrôleur débutant lors de ses premières visites sur le terrain



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : travail en équipe étroite avec les autres contrôleurs et avec les chefs de secteur (surfaces/animaux)
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement et des techniques agricoles
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques
- Connaissance des outils graphiques
- Connaissance des principes de contrôles par -télé-détection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- Maîtrise de la méthodologie des contrôles
- Permis de conduire valide, nombreux déplacements



SAVOIR-FAIRE

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- Qualités relationnelles
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité à convaincre
- Capacité d'adaptation
- Faire preuve de polyvalence
- Diplomatie
- Sens de l'organisation
- Autonomie
- Maîtrise de soi
- Disponibilité horaire



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Jean-Louis MAYONNADE, Chef de service-jean-louis.mayonnade@asp-public.fr - Tél. : 07 64 45 06 35
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôles – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

FICHE DE POSTE

Tous les items doivent obligatoirement être remplis

Intitulé du poste : chargé(e) de mission affaires maritimes

Ministère chargé des outre-mer

Direction générale des outre-mer

-

Les données de cet encadré sont non publiées

Poste vacant : Oui Non (si non indiquer dans motif « Mobilité envisagée »)

Date de vacance de l'emploi : 1^{er} septembre 2023

Motif de la vacance : Création de poste

Nom du titulaire : /

Domaine fonctionnel : Direction et pilotage des politique publiques

Type de poste : Administratif

Catégorie statutaire : Catégorie A

Corps : attaché d'administration de l'Etat, autres corps de catégorie A

Si poste emploi fonctionnel ou EFR :

EFR-CAIOM

EFR-Permanent

CAIOM - Tremplin

Emploi-fonctionnel de la filière technique, sociale ou SIC

Le poste est-il ouvert aux contractuels ? Oui Non

Titre III du Livre III du Code général de la fonction publique (anciennement loi n°84-16 du 11 janvier 1984), cocher le ou les article(s) sur le(s)quel(s) s'appuie le recrutement sur contrat :

| | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> 1° de l'article L332-2 (anciennement 1° de l'article 4) | <input type="checkbox"/> Article L332-4 (anciennement article 6 bis) | <input type="checkbox"/> Article L332-22 (anciennement article 6 sexies) |
| <input checked="" type="checkbox"/> 2° de l'article L332-2 (anciennement 2° de l'article 4) | <input type="checkbox"/> Article L332-6 du CGFP (anciennement article 6 quater) | <input type="checkbox"/> Article L332-24 (anciennement article 7 bis) |
| <input type="checkbox"/> Article L332-3 du CGFP (anciennement article 6) | <input type="checkbox"/> Article L332-7 (anciennement article 6 quinquies) | |

Description du poste

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 3 000 caractères

Groupe RIFSEEP : 3

Vos activités principales :

L'économie bleue est identifiée comme un secteur vecteur de croissance, notamment pour les Outre-mer (lesquels représentent 97 % de la zone économique exclusive de la France). Le contexte particulier des territoires ultramarins nécessite par ailleurs de mettre en place des politiques publiques adaptées. La DGOM s'inscrit dans cette dynamique qu'elle entend accompagner par les différents leviers qui existent aux niveaux européen, national et local. La pêche et l'aquaculture font partie des filières ultramarines pour lesquelles les besoins d'appui et de financement sont significatives.

Dans ce cadre, en binôme avec un(e) autre chargé(e) de mission, vous serez notamment amené(e) à :

- assurer un rôle de coordination, de négociation et d'animation interministérielle et/ou interinstitutionnelle dans la mise en œuvre des politiques publiques maritimes en outre-mer (politique maritime intégrée de l'UE ou de niveau national à travers les outils déployés : stratégie nationale mer et littoral -SNML-, stratégies de bassin, comités interministériels de la mer -CIMER-, stratégie nationale portuaire...), et le cas échéant, élaborer et gérer les dispositifs relevant de ces politiques ;
- participer à l'animation du réseau des différents partenaires, en concertation avec les autres bureaux de la sous-direction des politiques publiques selon les secteurs liés au développement de l'économie bleue (ex. tourisme : croisière, plaisance/nautisme ; transport : fret, ... ; environnement : énergies marines renouvelables...).
- alimenter les réflexions sur les évolutions des secteurs de l'économie bleue au sein des stratégies européennes, nationales ou locales (partenariat entre l'UE les outre-mer selon leur statut).
- assurer une fonction de veille/suivi des politiques maritimes dont vous avez la charge ;
- contribuer par vos propositions, à l'adaptation de la législation outre-mer, en vous appuyant sur les compétences de la sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles (SDAJI), garant de la qualité de la production normative de la direction générale ;
- jouer un rôle de conseil en interne (sous-directions de la direction) ou en externe (ministères, représentants de l'Etat outre-mer, autres institutions), notamment par la rédaction de note et de fiches à destination des autorités
- promouvoir le développement des politiques publiques maritimes en matière de pêche et d'aquaculture au profit des territoires ultramarins ;
- coordonner et animer la mise en œuvre de ces politiques publiques en outre-mer, en lien avec les administrations et services concernés, notamment la politique commune des pêches et son instrument financier, le fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) ;
- défendre les intérêts des pêcheries ultramarines dans le cadre des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), des accords bilatéraux de pêche conclus par l'UE, des accords bilatéraux existant entre la France et d'autres Etats et des accords commerciaux ;
- représenter le ministre au sein de diverses instances de concertation et de gouvernance.

En fonction de la répartition des missions mise en place par le chef de bureau ou son adjoint, et dans le cadre du binôme formé avec l'autre chargé(e) de mission sur les sujets maritimes, vous aurez à mettre en place les conditions pour une continuité du service sur ces grandes thématiques. Le binôme pourra également proposer des adaptations continues pour une répartition des dossiers efficace.

Pour toutes ces missions, vous travaillerez en lien étroit avec vos interlocuteurs au sein de l'administration centrale et locale ainsi que des organisations socio-professionnelles. Ponctuellement, vous serez sollicité(e) sur d'autres dossiers du bureau et amené(e) ainsi à contribuer à la continuité de l'activité (ex. plan national de prévention et de lutte contre les sargasses, aide financière exceptionnelle aux pêcheurs...).

Votre environnement professionnel :

- **Activités du service**

La **sous-direction des politiques publiques** participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités de l'outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'Etat outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 6 bureaux.

Les missions du **bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes** sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, les ministères en charges du domaine, les instituts scientifiques, les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique agricole commune), rural, maritime (pêche, aquaculture et politique maritime nationale, de l'Union Européenne et enceintes multilatérales).

- **Composition et effectifs du service**

Le chef de bureau A+/A, un adjoint A et 5 chargés de mission de catégorie A.

- **Liaisons hiérarchiques**

Le chef de bureau et son adjoint.

- **Liaisons fonctionnelles**

Au sein de la direction générale : les autres bureaux de la sous-direction des politiques publiques (SDPP), la sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles (SDAJI), la sous-direction de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'Etat (SDEPDE).

En externe : les ministères chargés de la pêche, de la mer, de l'environnement, du budget, des affaires étrangères, le SGAE, le SG MER notamment. Les services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et le monde associatif relevant des domaines couverts.

Descriptif du profil recherché

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 3 000 caractères

Vos compétences principales mises en œuvre (listes déroulantes)

Connaissances techniques

Connaître l'environnement professionnel

niveau maîtrise

requis

Avoir des compétences juridiques

niveau maîtrise

à acquérir

Avoir des compétences budgétaires et comptables

niveau initié

requis

Savoir-faire

Savoir travailler en équipe

niveau expert

requis

Avoir l'esprit de synthèse

niveau maîtrise

requis

Savoir analyser

niveau expert

requis

Savoir-être

avoir le sens des relations humaines

niveau maîtrise

requis

savoir s'adapter

niveau maîtrise

requis

savoir s'exprimer oralement

niveau maîtrise

requis

Vos perspectives :

L'expérience acquise sur ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions supérieures et pourra être valorisée au sein de structures interministérielles.

Durée attendue sur le poste : 3 ans

Conditions particulières d'exercice

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 1 500 caractères

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base de l'horaire habituel des personnels de l'administration centrale. Le cas échéant, en fonction des besoins dans le cadre des travaux menés, il peut être prévu une mission de terrain sur un territoire.

Qui contacter ? Indiquer les coordonnées ou adresse mail des personnes à contacter

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Mme Isabelle RICHARD, sous-directrice des politiques publiques isabelle.richard@outre-mer.gouv.fr

M. Oudi SERVA, chef du bureau – 01 53 69 25 44 – oudi.serva@outre-mer.gouv.fr

M. Loïc BIWAND, adjoint au chef du bureau – 01 53 69 26 96 – loic.biwand@outre-mer.gouv.fr

Bureau des ressources et de la coordination - 01.53.69.24.15 - brc-mobilite@outre-mer.gouv.fr.

Liste des pièces requises pour déposer une candidature :

Voir le formulaire unique de demande de mobilité/recrutement disponible à ces adresses :

Personnels du ministère de l'Intérieur

<http://ressources->

humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/Mobilite_2022/Formulaire%20mobilit%C3%A9%20avec%20PSA.docx

Personnels externes

<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/130980/1041719/file/formulaire-mobilite-avec-psa.docx>

Temps plein : **Oui** **Non**

Informations complémentaires**Localisation administrative et géographique / Affectation :**

Direction générale des outre-mer (DGOM) – Ministère chargé des outre-mer

Adresse : 27 rue Oudinot / 57 boulevard des Invalides – Paris 7^{ème}

Métro : St François-Xavier ou Duroc – Autobus : Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Emploi fonctionnel (codification RMFP pour publication) :

Vous trouverez le référentiel RMFP sous le lien suivant :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/biep/repertoire-interministeriel-des-metiers-de-letat>

Code fiche de l'emploi type 1 (RMFP) :

Si plusieurs emploi type, temps de travail sur emploi-type 1 :

Code fiche de l'emploi-type 2 (RMFP) :

Temps de travail sur emploi-type 2 :

Emploi fonctionnel (codification REMI indispensable pour la prise d'acte dans D2)

Vous trouverez le référentiel REMI sous le lien suivant :

<http://ressources->

[humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/mgmrh/Page_mgmrh/Referentiel_des_emplois_version_2011_modifiee_12_fevrier_2015_copie.pdf](http://ressources-humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/mgmrh/Page_mgmrh/Referentiel_des_emplois_version_2011_modifiee_12_fevrier_2015_copie.pdf)

Code fiche de l'emploi type 1 (REMI) :

Si plusieurs emploi type, temps de travail sur emploi-type 1 :

Code fiche de l'emploi-type 2 (REMI):

Temps de travail sur emploi-type 2 :

Télétravail possible : **Oui** **Non**

Management : **Oui** **Non**

Date de mise à jour de la fiche de poste : 15/02/2023

Ingénieur recherche et
développement
« Energie cheval » H/F



Localisation : Uzès



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
Catégorie A



Niveau d'études : Bac +5
Expérience : appréciée

Filière : administrative / technique

Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 1

Groupe RIFSEEP : G4 pour un IAE ou G3 pour un attaché

Poste : vacant

Date limite de candidature : 22/04/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/05/2023

DESCRIPTION DU POSTE

> Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
- ✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de** l'adjointe à la Directrice du Pôle Développement, Innovation, Recherche.



> Missions du poste et description des activités

L'ingénieur R&D «Energie cheval» contribue aux activités du pôle Développement-Innovation-Recherche (DIR) concernant le recours à la traction animale notamment dans le cadre de travaux agricoles et forestiers, de transport ou d'activités touristiques.

Travaillant en partenariat avec les équipes de recherches internes et externes à l'IFCE, les autres instituts techniques agricoles, il contribue ainsi à la valorisation de références utiles à la filière équine et à la vulgarisation et au transfert de résultats validés scientifiquement.

Dans un contexte de fortes attentes sociétales en matière de bien-être animal et de développement durable, il travaille en étroite collaboration avec les équipes impliquées dans ces thématiques. L'innovation, tant en matière de matériel utilisé que des pratiques mises en œuvre est un enjeu majeur pour cette filière animée d'une culture de tradition. Elle doit permettre de répondre à ces attentes sociétales mais aussi aux contraintes économiques et ainsi favoriser la transition vers plus d'énergie animale dans les territoires.

Il est le référent du pôle DIR sur le plateau technique d'Uzès.

➤ Activités principales

En lien permanent avec les autres ingénieurs de R&D travaillant notamment sur les thématiques bien-être animal, développement durable, entretien des équidés, il assurera les activités suivantes :

- Assure une veille scientifique, technique et réglementaire dans le domaine qui le concerne,
- Anime le groupe thématique « énergie cheval » à constituer sous l'égide du conseil scientifique de la filière équine, définit des thèmes d'études répondant aux problématiques de la filière et rédige les projets associés en partenariat avec ses représentants,
- Participe à la recherche de financement en répondant à des appels à projets, dont celui du conseil scientifique.
- Effectue des études (collecte et traitement de données notamment issues de capteurs, analyse de résultats, etc.), portées en propre et/ou réalisées en collaboration avec d'autres équipes, Définit et gère les ressources matérielles, humaines et financières liées aux projets de développement dont il est l'initiateur,
- Assure le transfert des résultats des travaux sur le thème « énergie cheval » vers les acteurs de la filière équine : rédaction de synthèses, articles, fiches, création d'outils, présentations ; mais aussi vers un public varié, plus ou moins initié aux enjeux de la filière : grand public, décideurs politiques...,
- Participe à des réunions, séminaires, groupes de travail et commissions en tant qu'expert,
- Etre le référent du pôle DIR sur le plateau technique d'Uzès.

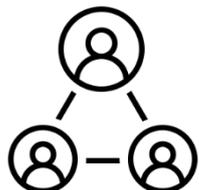


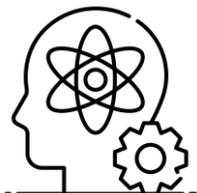
➤ Activités annexes

- Peut-être sollicité en tant qu'expert pour réaliser des formations.
- Peut-être sollicité en tant qu'expert dans des groupes de travail au niveau européen.
- Participation ponctuelle à des projets régionaux.

➤ Champ relationnel du poste

| <i>En interne</i> | <i>En externe</i> |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Autres ingénieurs R&D du pôle DIR ; • Equipes de la DT Arc méditerranéen et du site d'Uzès ; • Ingénieurs et chargés de projets et de développement en territoire ; • Chercheurs travaillant sur la thématique concernée ; • Equipes chargées de la diffusion des connaissances. • Ingénieurs de formation | <ul style="list-style-type: none"> • Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ; • Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture). • La société des équidés de travail et les organismes de sélection gérant des équidés valorisés en traction animale |





➤ **Compétences requises pour le poste**

✓ **Savoir-faire**

- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Connaissance de la thématique d'expertise
- Relation avec les partenaires de l'Ifce
- Calcul/Statistique
- Environnement institutionnel
- Economie de la filière
- Utilisation de logiciels
- Gestion de projet
- Expression écrite
- Expression orale
- Langues étrangères
- Compétence en vulgarisation des connaissances

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficacité
- Avoir l'esprit d'équipe

➤ **Conditions particulières de travail**

Télétravail possible (1 ou 2 jours maximum par semaine en période d'essai puis 3 jours), déplacements réguliers sur le territoire national.

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle



➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

CANDIDATURE – CONTACT



Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : sophie.danvy@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

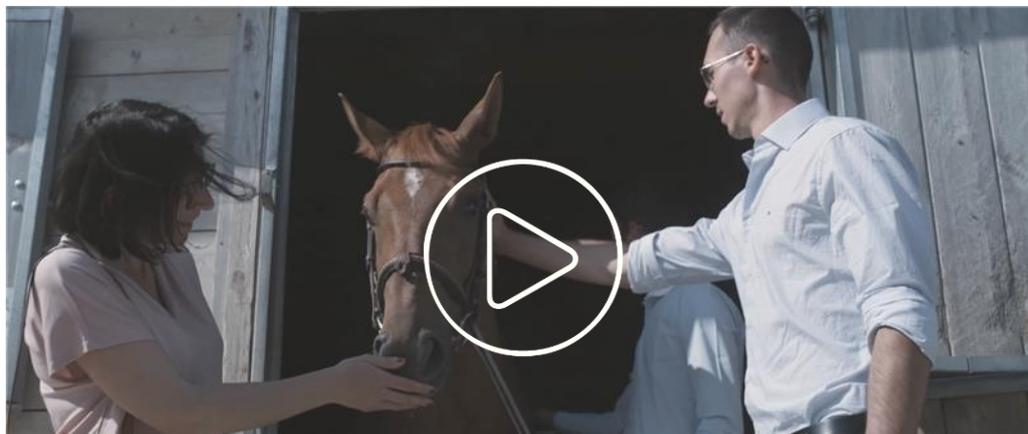
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Responsable Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI)

Filière : administrative / technique

Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 3

Groupe RIFSEEP : G3 pour un IAE ou un attaché

Poste : vacant

Date limite de candidature: 26/04/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir de mai 2023

Lieu de travail : Site administratif de Pompadour

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

➤ Description du métier

Le(la) Responsable de la sécurité des systèmes d'information définit et développe la politique de sécurité de l'information de l'établissement en collaboration avec la Direction des Systèmes d'Information. Il(elle) est garant(e) de sa mise en œuvre et en assure le suivi.

Le(la) RSSI doit également informer et sensibiliser les agents sur les questions et les normes de sécurité par la mise en œuvre d'outils (chartes numériques, guidelines de sécurité) ou d'activités de communication.

Le(la) RSSI participe à l'homologation des applications développées ou souscrites par l'établissement dans le cadre de la mise en place des normes RGS.

Enfin, le(la) RSSI travaille en étroite collaboration le(la) FSSI des ministères de tutelle auprès duquel(le) il(elle) rapporte annuellement sur le niveau de sécurité numérique de l'IFCE et avec le(la)quelle il(elle) fait le suivi des incidents de sécurité et des mesures Vigipirate (Cyber).

➤ Description des activités

- **Définition et mise en œuvre de la Politique de sécurité des systèmes d'information :**
 - Définit les objectifs et les besoins liés à la sécurité des systèmes d'information de l'établissement, en collaboration avec les acteurs concernés ;
 - Rédige la Politique de sécurité des systèmes d'information et les procédures de sécurité associées en collaboration avec les acteurs concernés ;
 - Met en œuvre la Politique de sécurité des systèmes d'information, en assure les évolutions et les mises à jour ;
 - Met en place une organisation permettant d'assurer, dans la durée, la gouvernance de la sécurité du système d'information de l'établissement ;
- **Diagnostic et analyse des risques de la sécurité des systèmes d'information :**
 - Choisit une méthode d'analyse de risques adaptée à la taille et à l'activité de l'établissement ;
 - Évalue les risques sur la sécurité des systèmes d'information ;
- **Choix des mesures de sécurité et plan de mise en œuvre :**
 - Étudie les moyens permettant d'assurer la sécurité des systèmes d'information et leur bonne utilisation par les acteurs de l'établissement ;
 - Propose à la direction pour arbitrage une liste de mesures de sécurité à mettre en œuvre, assure dans la durée, le suivi et l'évolution de ce plan d'actions ;
- **Sensibilisation, formation et conseil sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information :**
 - Informe régulièrement et sensibilise la Direction générale de l'établissement sur les enjeux et les risques de la sécurité des systèmes d'information ;
 - Conduit des actions de sensibilisation et de formation auprès des utilisateurs sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information ;
 - Participe à la réalisation de la charte de sécurité des systèmes d'information de l'établissement, et en assure la promotion auprès de l'ensemble des utilisateurs ;
- **Audit et contrôle de l'application des règles de la Politique de sécurité des systèmes d'information :**
 - Conduit régulièrement des audits de sécurité des systèmes d'information afin de vérifier la bonne application de la Politique de sécurité par les acteurs de l'établissement ;
 - Surveille et gère les incidents de sécurité survenus au sein de l'établissement ;
 - Vérifie l'intégration de la sécurité des systèmes d'information dans l'ensemble des projets de l'établissement de santé ;
- **Veille technologique et prospective :**
 - Suivi des évolutions réglementaires et techniques afin de garantir l'adéquation de la Politique de sécurité des systèmes d'information avec ces évolutions.
- **Homologation SSI :**
 - Participe à l'élaboration du cadre réglementaire applicable (pièces constitutives des dossiers, calendrier, ...);
 - Détermine le périmètre et le cycle de vie du SI à homologuer ;
 - Identifie les acteurs et détermine la démarche d'homologation ;
 - Identifie la criticité des informations utilisées dans le cadre de l'homologation ;
 - Mets à jour le tableau de bord SSI des projets et des programmes sous sa responsabilité en s'assurant du respect des mesures de sécurité ;

Prépare et anime les comités/commissions d'homologation

➤ **Champ relationnel du poste**

| En interne | En externe |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Direction Générale• Secrétariat Général• Direction des Systèmes d'Information | <ul style="list-style-type: none">• Prestataires• Partenaires• Ministères de tutelle |

➤ **Pré-requis (diplôme ou expérience)**

- Diplôme d'ingénieur en informatique
ou
- 3 ans d'expérience sur un poste similaire

➤ **Savoir-être requis pour le poste**

- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l'esprit d'équipe
- Avoir l'esprit ouvert et être capable de s'adapter

➤ **Conditions particulières de travail**

- Jours de télétravail possibles selon les règles en vigueur
- Déplacements possibles
- Forfait journalier des cadres autonomes
- Tickets restaurant
- Accès aux aides et activités sociales du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

➤ **Personne à contacter pour plus de renseignements**

Sylvain Bagarie, secrétaire général :
sylvain.bagarie@ifce.fr

➤ **Conditions de recrutement :**

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Ce poste, basé à Arnac-Pompadour (19230), s'adresse prioritairement à un ingénieur diplômé Bac +5 dans le domaine des technologies de l'information, expérimenté en sécurité des systèmes d'information.

Salaire à négocier en fonction de l'expérience dans le métier.

➤ **Procédure de recrutement**

Composition du dossier :

- Le formulaire de mobilité,
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative,
- Pour les candidats actuellement en CDI de droit public dans la fonction publique, le CDI actuel.

A envoyer à :

Département emploi, compétences et formation sur le mail recrutement@ifce.fr

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Cette offre de recrutement s'entend au féminin comme au masculin.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Ouest (Site de Caen - de préférence - ou de Nantes)

Technicien.ne territorial.e

| | |
|--|---|
| N° du poste : Catégorie : B - Emploi ouvert aux titulaires (fonctionnaire ou statut unifié) ou aux contractuels | |
| Technicien(ne) spécialité techniques et économie agricoles – Bac + 2 minimum | |
| Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : | Groupes RIFSEEP: 2 |
| Poste vacant Date limite de candidature : 28 avril 2023 | |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO).</p> <p>Ses missions principales concernent la reconnaissance et le suivi des cahiers des charges, le contrôle et la protection des SIQO (AOC/AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion des concepts SIQO, ainsi que la protection du foncier agricole sous SIQO.</p> <p>La délégation territoriale (DT) Ouest intervient sur environ 140 SIQO, principalement dans les filières cidres, boissons spiritueuses cidricoles, rhums, produits de la mer, produits laitiers, productions porcines et avicoles. La DT Ouest intervient dans les régions Bretagne et Normandie, ainsi que dans les territoires ultra-marins de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, depuis ses 2 sites. L'équipe est composée de 14 agents.</p> |
| Objectifs du poste | <p>Contribuer à la réalisation des missions de l'INAO sur certains des projets dont la délégation a la responsabilité, en apportant un appui technique pour les travaux relatifs aux conditions de production, à la délimitation et aux contrôles.</p> |
| Description des missions | <p>Sous l'autorité de la déléguée territoriale, et en lien avec les ingénieurs de la délégation, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en tant que référent Agriculture Biologique, assure, en lien avec le réseau des référents et le pôle national, le suivi de la réglementation en matière d'agriculture biologique et des travaux du comité national agriculture biologique ; - instruit une partie des demandes de dérogations en agriculture biologique, en collaboration avec l'équipe d'instructeurs de la DT ; - contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et à la protection des SIQO, et assure les relations courantes avec les professionnels et les organismes de contrôles (participation aux AG statutaires et aux réunions avec les ODG et organismes de contrôle) ; - travaille en équipe à l'instruction des demandes de reconnaissance de nouveaux signes ou de modification des cahiers des charges déjà reconnus ; - travaille en équipe à l'instruction des demandes d'approbation des plans de contrôle et pourra, après une période d'activité, participer à l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO ; - participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO et les établissements de formation. <p>Le poste est orienté principalement sur l'agriculture biologique et sur les activités en lien avec la filière des produits de la mer et de l'aquaculture.</p> <p>La répartition des thématiques et filières suivies est susceptible d'évoluer en fonction des besoins au sein de l'équipe.</p> |
| Champ relationnel du poste | <p>Agents de la délégation territoriale (notamment les ingénieurs territoriaux assurant l'animation d'équipes projets) et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles des filières.</p> |

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| | Déplacements réguliers sur la délégation territoriale et ponctuels sur le territoire national. | |
| Compétences liées au poste | Savoirs / connaissances : | Savoir-faire : |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances techniques en production agricole et agroalimentaire ; la connaissance des filières produits de la mer et aquaculture serait un plus ; - Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO (à acquérir si besoin) ; une connaissance de la réglementation en agriculture biologique serait un plus - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel - Maîtrise des principaux outils bureautiques | <ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'analyse et d'expertise technique - Qualités relationnelles, sens de la communication et du contact avec les professionnels - Travail en équipe et en réseau - Goût pour le travail de terrain - Autonomie - Aisance à l'écrit (notes, compte-rendu, courriers) et à l'oral - Conduite d'audit (serait un plus) |
| Conditions d'exercice | <p>Un tutorat et un parcours adapté de formation sont proposés à l'agent pour accompagner sa prise de poste, ainsi qu'un accès au plan annuel de formation par la suite.</p> <p>Congés annuels + ARTT + régime d'horaires variables Dispositif de télétravail fixe ou flottant sous condition d'éligibilité Chèques déjeuner dans les sites sans accès à un restaurant administratif Accès aux offres du Comité d'action sociale HORIZON</p> | |
| Personnes à contacter | <p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire Générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</p> <p>Informations sur le poste et les missions : Madame Laurence GUILLARD, déléguée territoriale Ouest – Tel. 02.40.35.82.34 - Courriel : l.guillard@inao.gouv.fr</p> | |

Ingénieur.e territorial.e – Site d'Avignon

| | | |
|--|---|----------------------------|
| N° du poste : | | |
| Catégorie : A - Emploi ouvert aux titulaires (fonctionnaire ou statut unifié) ou aux contractuels | | |
| Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1 | | Groupes RIFSEEP : 4 |
| Poste vacant | | |
| Date limite de candidature : 28 avril 2023 | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO).</p> <p>Ses missions principales concernent la reconnaissance et le suivi des cahiers des charges, le contrôle et la protection des SIQO (AOC/AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion des concepts SIQO, ainsi que la protection du foncier agricole sous SIQO.</p> <p>La délégation territoriale Sud-Est intervient sur environ 200 produits sous SIQO (filiales viticole et agro-alimentaire) localisés dans les régions PACA, Corse et le sud d'Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire. La DT est composée de 4 sites territoriaux (Valence, Avignon, La Valette du Var et Biguglia). Le site d'Avignon dénombre 8 agents pour un périmètre d'action rayonnant sur le nord de la région PACA (les départements 84, 04 et 05), une partie du Gard et le sud Drôme-Ardèche</p> | |
| Objectifs du poste | Conduire des projets dont la délégation a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'Institut. | |
| Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter | <p>1/ Sous l'autorité du délégué territorial, l'agent sera chargé, en relation avec les groupements professionnels (Organismes de Défense et de Gestion) et les organismes de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du suivi des produits sous SIQO et de leurs organismes de défense et de gestion ; - de l'instruction des plans de contrôle, le suivi des manquements et la supervision des contrôles. <p>Ces activités comportent l'animation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'équipes pluridisciplinaires d'agents de l'INAO ; - de commissions de professionnels et d'experts nommés par les instances de l'INAO ; - de relations avec les échelons locaux des administrations et des collectivités locales. <p>2/ L'ingénieur sera chargé de la gestion de projets dans le secteur à cheval entre le sud de la Région Auvergne Rhône-Alpes et le nord de PACA. Il suivra certains SIQO des filières viticoles et agro-alimentaires.</p> <p>3/ Il sera également conduit à informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements d'enseignement et autres organismes Il assurera la représentation de l'INAO en appui de la déléguée territoriale.</p> | |
| Champ relationnel du poste | Services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux Déplacements fréquents | |
| Compétences liées au | Savoirs / Connaissances | Savoir-faire : |

| | | |
|------------------------------|---|--|
| poste | <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation, des concepts des SIQO et des procédures de contrôle (à acquérir si besoin) - Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel - Connaissances des techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires - Economie des filières agricoles et agroalimentaires | <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement et animation d'équipe - Pilotage de projets - Capacités d'analyse et de synthèse - Conduite de réunion - Sens de la communication et du contact avec les professionnels - Expression écrite et orale - Maîtrise des outils bureautiques - Autonomie |
| Conditions d'exercice | <p>Un tutorat et un parcours adapté de formation sont proposés à l'agent pour accompagner sa prise de poste, ainsi qu'un accès au plan annuel de formation par la suite.</p> <p>Congés annuels + ARTT + régime d'horaires variables Dispositif de télétravail fixe ou flottant sous condition d'éligibilité Chèques déjeuner dans les sites sans accès à un restaurant administratif Accès aux offres du Comité d'action sociale HORIZON</p> | |
| Personnes à contacter | <p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste et sur les missions : Monsieur Emmanuel ESTOUR, délégué territorial Sud-Est – Tel. 04.90.86.57.15 - Courriel : e.estour@inao.gouv.fr</p> | |

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'Outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.

Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Le Secrétariat général de l'ODEADOM regroupe les différentes fonctions transversales et le Système d'information (SI) qui regroupe en interne un Responsable des Systèmes d'information (RSI), et en externe un centre de services pour le maintien du parc informatique et une équipe d'AMOA pour la refonte progressive des applications métier.

VOS MISSIONS

Sous l'autorité du secrétaire général, le RSI apporte son expérience technique (à la fois opérationnelle et stratégique) afin de maintenir le parc applicatif et l'infrastructure technique de l'établissement.

Il contribue à la conception du Schéma Directeur des Systèmes d'Informations et le met en œuvre en étroite collaboration avec la direction, les métiers et les prestataires.

Il initie les comités pilotage et est force de proposition de projets fonctionnels.

Il pilote les projets applicatifs qui lui sont confiés en lien avec les AMOAs depuis la phase de conception jusqu'à la phase de déploiement (répondre aux besoins fonctionnels et opérationnels, valider le contenu des spécifications, les estimations de charge, les scénarios de tests et la bonne couverture des exigences).

Il analyse et qualifie les demandes de maintenance applicative avant de les soumettre à la TMA qui assure la Maîtrise d'œuvre.

Il administre les solutions installées et accompagne leur déploiement. Il contribue à l'exécution des requêtes pour communiquer les données.

Il est l'interface entre le secrétaire général et les prestataires informatique. Il travaille en coordination avec les différents intervenants techniques du centre de services pour l'administration du parc informatique (assistance utilisateurs, maintenance des serveurs et des systèmes), la sécurisation du réseau et l'administration des bases de données. En articulation avec le RSSI, Il apportera son expertise technique sur le renforcement de la sécurité, notamment sur continuité d'activité (PCA/PRI).

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

Prestataires informatiques, agents de l'établissement, MASA et ses opérateurs, organismes d'audit

David Batista, secrétaire général
david.batista@odeadom.fr

tel : 01 41 63 19 78

Norbert BOUHNİK, RSI

Norbert.bouhnik@odeadom.fr

tel : 01 41 63 19 47

OBJECTIFS DU POSTE

Le Responsable des Systèmes d'Information pilote l'ensemble des opérations informatiques afin de maintenir, de sécuriser et d'améliorer le Système d'Informations.

Poste de catégorie A ouvert aux fonctionnaires, CDD, CDI.

Cotation RIFSEEP : groupe 3

Cotation parcours professionnel (catégorie A) : 2

Niveau d'études : Bac+5 en informatique

Prise de poste souhaitée dès que possible

Date limite de candidature (CV + LM) le

SAVOIR

Expérience dans :

- Le pilotage de projets informatiques,
- Le maintien en MCO,
- Le suivi de l'administration et transformation numérique,
- L'analyse des risques et suivi des plan d'actions,
- La rédaction et maj des documents techniques (SI et SSI).

Maîtrise des Systèmes, des outils : Windows Serveur, Active Directory, GPO, Fortinet, vpn, gpo, Wsus, ELK, Microsoft365, SQL.

Bonne connaissance de la norme ISO 27002 et du règlement RGPD.

SAVOIR-FAIRE

- Sens de l'analyse/esprit de synthèse,
- Compétences rédactionnelles,
- Sens de l'organisation et de l'anticipation,
- Sens de la pédagogie,
- Force de proposition.

SAVOIR-ETRE

- Autonomie et aptitude au travail en équipe,
- Curiosité intellectuelle,
- Rigueur et fiabilité,
- Sens aigu de la communication et du travail en transversalité.

NOUS CONTACTER

<https://www.odeadom.fr/>

<https://www.linkedin.com/company/odeadom>

ODEADOM

12, rue Henri Rol-Tanguy

93555 MONTREUIL CEDEX



**Ministère de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire**

**OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
Direction territoriale La Réunion**

Intitulé du poste : Directrice/ Directeur régional de La Réunion

| | |
|---|--|
| N° du poste : 8200 | |
| Catégorie : Cadre supérieur | |
| Résidence administrative : Saint Denis de La Réunion | |
| Classement du poste | A4bis |
| Poste vacant – A pourvoir le 31 aout 2023 | |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>L'Office national des forêts (ONF) est un établissement public industriel et commercial (8 500 collaborateurs, 865 M€ de budget, 10 Md€ de bilan) placé sous la tutelle de l'Etat. Il est chargé de la gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques (forêts de l'Etat et des collectivités locales), soit environ 10 millions d'hectares en métropole et outre-mer. Il assure 40% de l'approvisionnement de la filière économique du bois (environ 50 Md€ de chiffre d'affaires et 400 000 emplois).</p> <p>La direction régionale de La Réunion gère pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales environ 101.000 ha, soit 40% de la superficie de l'Ile. Il s'agit principalement de forêts départemento-domaniales (91.400 ha) gérées en étroit partenariat avec le Conseil départemental qui en assure le financement avec l'aide de l'Europe. A noter que 85% de ce territoire est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, constitué de la zone cœur du parc national. De plus, l'agence territoriale de Mayotte gère 7.500 ha de forêts domaniales et départementales.</p> <p>Forte de 240 agents, la DR Réunion est constituée de l'agence territoriale de Mayotte (10 agents), l'agence travaux de La Réunion (127 ouvriers forestiers au sein de trois unités de production), trois unités territoriales, deux services d'appui technique (service forêt et service études), une agence comptable secondaire -en charge également du budget et du contrôle de gestion-, et un service d'appui administratif constitués en pôles (communication, systèmes informatiques, achat-logistique-approvisionnement, RH, juridique et foncier) coordonnés par le directeur régional et son adjoint.</p> <p>Les missions de l'ONF dans l'Océan indien sont très variées : forte activité de surveillance patrimoniale et de gestion foncière (1.200 conventions d'occupation), une production forestière limitée mais stratégique (approvisionnement de trois scieries, développement d'une filière bois-énergie), des activités environnementales fondamentales dans le cadre du bien inscrit (gestion des réserves biologiques, lutte contre les invasives), la réalisation pour le compte du Département de missions d'accueil du public en forêt (3 millions de visites/an pour lesquelles l'ONF assure l'entretien et la sécurisation de plus de 850 km de sentiers et d'une centaine de sites d'accueil) et d'insertion de publics en difficulté (encadrement d'environ 80 emplois aidés par an).</p> <p>L'ONF exerce également pour le compte de l'Etat des missions d'intérêt général dans les domaines des risques naturels (protection des forêts contre les incendies, mouvements de terrain, cyclone, éruptions volcaniques), la conservation de la biodiversité et la prévention des défrichements sur l'ensemble de l'Ile.</p> <p>Le budget annuel de la DR Réunion est de 16,5 M€, dont 12 M€ de masse salariale, incluant un volume de travaux d'environ 10 M€, associée à une forte activité d'ingénierie financière (notamment financement européens FEADER et FSE).</p> <p>A noter que la convention cadre Département-ONF 2023-2027 formalise le financement à coût complet des activités ne relevant pas du régime forestier, grâce) un effort financier supplémentaire de l'Etat et du Département.</p> |

| | | |
|-----------------------------------|--|--|
| Objectifs du poste | <p>Le directeur/ La directrice régionale définit et met en œuvre la stratégie régionale.</p> <p>Il/Elle développe et entretient les relations avec le Conseil départemental et les autres acteurs institutionnels (collectivités, préfecture, services de l'Etat, conservatoire du littoral, PN ...).</p> <p>Il/Elle a sous sa responsabilité directe le service RH et les pôles communication, juridique et foncier...</p> | |
| Description des missions | <p>Le directeur/ La directrice régionale :</p> <p>Définit la stratégie, négocie les objectifs et moyens de sa direction centrale, territoriale ou régionale.</p> <p>Porte la stratégie nationale. Élabore des directives. Conçoit et déploie les outils de suivi de l'activité.</p> <p>Définit les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs nationaux ou territoriaux.</p> <p>Manage ses collaborateurs directs. Valide les besoins en formation.</p> <p>Anime le comité de direction de sa structure et la revue de direction.</p> <p>Décline la stratégie définie par un directeur central, territorial ou régional ou par un plan d'actions, en politique, orientations, actions, objectifs commerciaux ou de production.</p> <p>Propose, négocie les objectifs et moyens de sa structure. Alloue les moyens.</p> <p>Suit et rend compte de l'état d'avancement et des résultats obtenus.</p> <p>Définit les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs de sa structure.</p> <p>Manage ses collaborateurs.</p> <p>Conduit la stratégie RH de son territoire.</p> <p>Préside les instances représentatives du personnel.</p> <p>Représente l'employeur. Accueille les nouveaux arrivants.</p> <p>Encadre et assure la gestion des équipes (objectifs, moyens et résultats). Conduit les entretiens professionnels. Formule des propositions : promotion, formation... Assure la cohésion de l'équipe : gère les différends individuels et collectifs, valorise les bonnes pratiques. Rend compte régulièrement de l'activité.</p> <p>Evalue les activités et analyse l'atteinte ou non des objectifs. Fait le point sur les résultats, les difficultés rencontrées, les opportunités d'amélioration et les besoins.</p> <p>Participe au comité de direction et met en œuvre ses décisions.</p> <p>Prend part à la détermination et à l'atteinte des objectifs de sa structure. Rend compte des activités de sa structure.</p> <p>Définit les évolutions sur son périmètre d'action</p> <p>Le poste est logé en COPA (convention d'occupation précaire avec astreinte) au-dessus des bureaux de la DR</p> | |
| Champ relationnel du poste | <p>Il/Elle développe et entretient les relations avec le Conseil départemental et les autres acteurs institutionnels (collectivités, préfecture, services de l'Etat, conservatoire du littoral, PN ...).</p> | |
| Profil recherché | <p>Titulaire d'un diplôme Bac +5 ou équivalent, en management d'unité opérationnelle et stratégie d'entreprise ;</p> <p>Première expérience requise de 10 à 15 ans minimum.</p> | |
| Compétences liées au poste | SAVOIRS / CONNAISSANCES | SAVOIR-FAIRE |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Excellentes connaissances du secteur d'activité de l'établissement ainsi que de l'économie de la région où il opère - Travailler avec différents partenaires ; | <ul style="list-style-type: none"> - Excellente communication orale et écrite ; - Capacités rédactionnelles ; - Sens de l'organisation et de l'anticipation ; - Rigueur et fiabilité des données produites ; |

| | | |
|------------------------------|---|--|
| | <p>-Suivre, maîtriser et/ou décider de politiques diverses : commercial, marketing, finance, ressources humaines... ;</p> <p>-Valider, orienter les responsables opérationnels.</p> | <p>- Capacité d'analyse et de synthèse ;</p> <p>-Capacité d'initiative ;</p> <p>- Respect des délais ;</p> <p>-Management.</p> |
| | SAVOIR-ÊTRE | |
| | <p>- Esprit d'initiative et autonomie ;</p> <p>- Force de proposition pour de nouvelles méthodes, fonctionnalités et solutions ;</p> <p>- capacité d'adaptation ;</p> <p>- réactivité ;</p> <p>- Assertivité et sens du dialogue ;</p> <p>- Organisation ;</p> <p>- Rigueur ;</p> <p>- Sens de l'analyse ;</p> <p>- Capacité à fédérer autour d'un projet ;</p> <p>- Aisance relationnelle.</p> | |
| Personnes à contacter | <ul style="list-style-type: none"> - Nathalie BARBE : nathalie.barbe@onf.fr – 06 26 73 73 44 - Olivier ROUSSET : olivier.rousset@onf.fr – 01 40 19 59 20 – 07 61 12 84 49 | |

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Bourgogne Franche-Comté
14, rue Gabriel Plançon
BP 51581
25010 BESANCON Cedex 3

Directeur de l'Agence Territoriale de Vesoul – délégué départemental pour le département de la Haute-Saône

N° du poste : 11164

Catégorie : A cadre supérieur

Localisation : Vesoul (70)

Cotation du poste : A4

Poste vacant au 1^{er} juillet 2023

Présentation de l'environnement professionnel

La Direction Territoriale Bourgogne Franche-Comté gère 717 000 ha de forêts (80 % de forêts communales – 20 % de forêts domaniales), qui présentent des enjeux économiques importants (récolte de bois, activité cynégétique) et des enjeux environnementaux (Natura 2000, réserves, PNR, Parc national de forêt...).

La Direction Territoriale couvre 8 départements et est organisée en 6 agences territoriales et une agence Etudes et Travaux. Elle compte 1 000 personnes dont 160 ouvriers forestiers.

Au sein de la Direction Territoriale Bourgogne-Franche-Comté, l'agence de Vesoul assure la gestion de 98 000 ha de forêts publiques sur le département de la Haute-Saône, à 95 % communales et à enjeux économiques élevés. Elle est constituée de 100 personnels fonctionnaires ou salariés avec 7 unités territoriales, 1 service bois, 1 service appui travaux, 1 service forêt et 1 secrétariat général.

Les traits caractéristiques de l'agence peuvent être résumés comme suit :

- Une agence de production à dominante feuillus : plus de 460 000 m³ de bois vendus chaque année, 0.33 M€ de travaux domaniaux mis en œuvre par an, 2.6 M€ de chiffre d'affaires externe en travaux patrimoniaux ;
- Une agence impactée par les dépérissements du hêtre et secondairement de l'épicéa et du chêne pédonculé ; avec le besoin d'assurer concomitamment les reconstitutions et de maintenir le niveau normal de renouvellements ;
- Une forte montée en puissance de la préservation des sols ;
- Un développement rapide des contrats d'approvisionnement sur le hêtre depuis la montée en puissance de la crise sanitaire dès 2018 mais aussi sur l'espèce chêne plus récemment.

Objectifs du poste

L'objectif général est d'assurer la direction de l'agence pour mettre en œuvre une gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques, hautement reconnue par nos partenaires locaux.

Les orientations stratégiques 2021-2025 de la Direction Territoriale se déclinent en contrats de gestion annuels, signés entre la Direction Territoriale (DT) et l'agence comprenant des objectifs annuels plus précis.

L'agence de Vesoul est ainsi fortement impliquée dans l'adaptation des forêts aux changements climatiques, la préservation des sols lors des exploitations et la mise en œuvre du plan de relance.

L'équilibre forêt gibier est actuellement globalement maîtrisé mais la vigilance reste de mise sur certaines parties du territoire touchées par l'extension du cerf.

Le développement volontariste et réfléchi des contrats d'approvisionnement se poursuit avec concomitamment une attention croissante à la préservation des sols.

| | | |
|--|--|--|
| Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter | <p>Le directeur d'agence assure le pilotage opérationnel de l'agence avec les chefs de service et responsables d'UT. Il assure en outre un rôle important de représentation et de développement des intérêts forestiers auprès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la préfecture de Haute-Saône dont il est le correspondant pour les deux agences de Vesoul et Nord Franche-Comté et des services déconcentrés de l'Etat, en particulier la DDT, ainsi que du conseil départemental de la Haute-Saône ; - Du syndicat d'exploitants scieurs feuillus en appui de la MCBS. ; - De la fédération départementale des chasseurs, de la gendarmerie, du SDIS... <p>Il assure en outre l'animation et la représentation auprès de l'association départementale des COFOR de la Haute-Saône, partenaire privilégié ainsi qu'auprès des EPCI en lien avec les RUT.</p> <p>Il contribue à la stratégie territoriale via une participation active au Codir DT.</p> <p>Il assure le management direct de onze personnes (quatre chefs de service et sept responsables d'unité territoriale) : entretiens annuels, négociation des feuilles de route par unité territoriale ou service, suivi et animation de l'activité. Il porte l'organisation des services et leur adaptation, régule et suit l'activité au sein de l'agence, anime les CODIR agence, s'assure du dialogue social local (commission locale de concertation), veille aux recrutements avec le service RH DT et traite les affaires RH réservées.</p> <p>Il initie le management technique : orientations sur l'élaboration et le suivi des aménagements forestiers, adaptations des forêts aux changements climatiques, nouvelles pratiques de plantations et de soins aux plants et semis...</p> <p>Dans un département très forestier, il est enfin identifié par les parlementaires.</p> | |
| Champ relationnel du poste | <p>- Interne : relations de travail régulières au sein de l'agence et avec les services en DT</p> <p>- Externe : champ relationnel varié avec l'ensemble des parties prenantes intéressées par les forêts publiques.</p> | |
| Compétences liées au poste | SAVOIRS | SAVOIR-FAIRE |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes - Qualités relationnelles et disponibilité. - Connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF | <ul style="list-style-type: none"> - Compétences en animation et management d'équipe - Capacités de dialogue et de négociation. - Relationnel avec les élus - Accompagner et donner du sens - Aptitude à se déplacer sur les différents sites de l'agence et de la DT (Dijon) |
| Personne à contacter | <p>M. Pierre-Jean MOREL, Directeur Territorial Bourgogne-Franche-Comté pierre-jean.morel@onf.fr Portable: 06.34 68 02 01</p> | |